

PIERRE MAUROY

OU LA PASSION DU

PARTI SOCIALISTE



PIERRE MAUROY

OU LA PASSION DU

PARTI SOCIALISTE

Actes de la rencontre
organisée en décembre 2017
au Palais Bourbon

SOMMAIRE

Michel THAUVIN

Pierre Mauroy, l'un des plus valeureux combattants
du socialisme démocratique 5

Gérard GRUNBERG

Pierre Mauroy ou la volonté de faire du PS un parti de gouvernement 11

Roger SOUTHON

Sans l'adhésion de Pierre Mauroy aux Jeunesses socialistes,
pas de congrès d'Épinay ? 19

Jean-Pierre CHEVENEMENT

Avec Pierre Mauroy, la fraternité avait un visage 29

Michel CHARZAT

Pierre Mauroy, l'homme du rassemblement et de la rénovation
du socialisme 39

Bernard DEROSIER

Dans le Nord, Pierre Mauroy ou l'image d'un rassembleur
sans relâche des socialistes 47

Michèle ANDRE

Pierre Mauroy : un Premier secrétaire convaincu de la nécessité
de l'égalité entre les sexes 55

Gérard LINDEPERG

Pierre Mauroy et Michel Rocard : une amitié
et une même vision du socialisme 59

Martine BURON

A la FNESR, Pierre Mauroy mobilise les élus 65

François HOLLANDE

Pierre Mauroy : un socialisme internationaliste, européen et réformiste 69

Conclusion par Gérard Grunberg 81

Photo de couverture :

Pierre Mauroy à la tribune du congrès du Parti socialiste, Valence, 1981.

© Fondation Jean-Jaurès – MPG

/ MICHEL THAUVIN

PIERRE MAUROY, L'UN DES PLUS VALEUREUX COMBATTANTS DU SOCIALISME DÉMOCRATIQUE

Mesdames, Messieurs, Chers amis,

Je vous souhaite la bienvenue dans cette salle Colbert qui a vu beaucoup de groupes socialistes siéger durant un grand nombre d'années. J'espère que cela reviendra bientôt !

Je voudrais saluer quelques-unes des personnalités qui nous ont rejoints, notamment Patrick Kanner qui a été ministre de la Jeunesse et ministre de la Ville durant le quinquennat précédent. Le maire de Rennes, Edmond Hervé, est là aussi et j'ai grand plaisir à saluer. De la même façon Henri Nallet, le président de la Fondation Jean Jaurès. Nous avons évoqué tout à l'heure, lors de l'assemblée générale de l'IPM, la contribution importante de la Fondation à l'existence et aux travaux de notre Institut.

Le parti chevillé au corps

Par rapport au programme que vous avez reçu, je dois malheureusement annoncer quelques défections, celle de Louis Mermaz qui vient de subir

une opération chirurgicale importante et qui ne peut pas se joindre à nous. Daniel Percheron, lui, est retenu au Maroc et n'a pas trouvé de place dans un avion pour être à temps avec nous. Jean-Pierre Chevènement est retenu en Sibérie mais, rassurez-vous, ce n'est pas contre son gré. En tout cas il a pris la précaution de nous faire parvenir sa contribution, qui est une contribution importante par rapport au thème que nous avons choisi et qui sera délivrée tout à l'heure par Ghislaine Toutain.

Il s'agit donc du quatrième colloque organisé par l'Institut Pierre Mauroy. Cet Institut, comme vous le savez, a été créé au tout début de l'année 2014, voire en décembre 2013, peu après le décès de celui qui fût notre mentor. Au début il était constitué d'un petit cercle d'amis mais grâce aux activités que nous avons promues, il s'est élargi. L'Institut compte un peu plus de deux cents membres actuellement. En outre, l'Institut ne veut pas se cantonner dans la nostalgie et rester dans l'entre soi. Nous avons pour mission – c'est le moins que nous puissions faire vis-à-vis de Pierre Mauroy – d'essayer de rassembler toutes les traces de l'action qu'il a menée pendant une carrière politique longue de soixante ans et de les faire connaître aux générations futures. C'est pourquoi nous avons entrepris d'importantes actions de collecte et de numérisation d'archives et de photographies. Nous envisageons – c'était l'objet de l'assemblée générale qui a précédé ce colloque – de soutenir des travaux universitaires portant sur l'action de Pierre Mauroy et bien sûr, de poursuivre l'organisation des colloques annuels comme celui d'aujourd'hui.

Je rappelle que le premier colloque avait pour objet d'éclairer de façon globale la personnalité de Pierre Mauroy. Le deuxième portait sur l'un des grands axes de son action, la décentralisation. Le troisième analysait la passion de Pierre Mauroy pour l'Europe. Ce quatrième colloque est consacré à « Pierre Mauroy et la passion du parti socialiste ». Je crois qu'il n'est pas exagéré de dire que Pierre Mauroy avait le parti socialiste chevillé au corps. Un parti qu'il n'a jamais quitté, quelles que soient les convulsions ou les vicissitudes qu'il a connues durant tout un siècle. Ses convictions se sont forgées à l'adolescence avec l'expérience vécue de

l'immédiat après-guerre, dans cette région du Nord qui abrite le principal bassin ouvrier de notre pays. Elles ont motivé cet engagement au sein du seul parti, celui de Jean Jaurès, Léon Blum et Léo Lagrange qui conjuguèrent l'idéal du socialisme et de la liberté. L'Europe, la paix, la liberté, la justice, le progrès social, la solidarité seront les idées directrices intangibles qui inspireront l'action politique de Pierre Mauroy pendant plus de soixante ans.

L'invention du socialisme du quotidien

Il n'avait pas non plus une vision dogmatique de ce que doit être un parti politique de gauche. Celui-ci, pour durer, doit évoluer avec son temps, ne pas rester dans l'incantation de lendemains qui chantent et qui malheureusement, n'arrivent jamais. Mais tout en restant ferme sur les principes, il doit inventer le socialisme du possible, le socialisme du quotidien. C'est ce à quoi Pierre Mauroy s'est attaché dans toutes les responsabilités qu'il a assumées, que ce soit au parti, au gouvernement ou à Lille et dans cette région du Nord où il aimait tant se ressourcer. A l'heure où il est de bon ton de vouer aux gémonies les partis politiques et particulièrement le parti socialiste, dont certains prédisent la mort, sans doute parce qu'ils la souhaitent, il n'est pas inutile de rappeler que les mouvements politiques qui s'appuient sur une idéologie floue et sur le culte de la personnalité, fussent-ils animés par d'excellents tribuns, ne résisteront pas à l'usure du temps. Il n'est pas inutile non plus de revisiter le parcours d'un des plus valeureux combattants du socialisme démocratique, capable de s'adapter sans se renier.

C'est ce à quoi nous consacrerons cette après-midi. La réflexion et le débat seront animés par Bruno Masure, qu'il n'est pas nécessaire de présenter très longtemps parce qu'il a envahi nos foyers pendant des dizaines d'années pour nous délivrer des bonnes et des mauvaises nouvelles au journal d'Antenne 2. Il a une première qualité, c'est qu'il vient aussi du Nord et donc à cet égard il a sûrement une empathie particulière pour Pierre Mauroy. Personnellement, j'ai fait sa connaissance

en 1979 dans une réunion du courant du CEDEP, peu après le congrès de Metz. Il était là, à la fois comme militant, comme sympathisant et aussi comme journaliste puisqu'il exerçait son métier. Chacun connaît sa personnalité, chacun connaît son humour, chacun connaît aussi, derrière cet humour, sa rigueur. C'est la raison pour laquelle nous sommes très heureux qu'il anime le débat cet après-midi. Je lui cède la parole.

BRUNO MASURE

J'aime bien prendre la présidence de cette façon, en faisant un putsch ! Comme c'est une salle qui a connu des heures politiques un peu agitées, c'est bien d'éjecter les gens de la tribune ! Il y a un symbole politique très fort derrière cette manière de faire !!

En deux mots : je suis très honoré et très content d'être là, parmi les amis de Pierre Mauroy. Je ne vais pas vous raconter ma vie bien que ce soit passionnant. Je suis lillois, j'ai vécu à Lille pendant vingt-cinq ans. J'ai un rapport affectif très fort avec Pierre Mauroy. Ma seule décoration est la médaille de la ville de Lille et je suis très content de ne pas en avoir d'autres. Parmi tous mes souvenirs, j'en ai un assez fort avec Pierre Mauroy : j'étais alors reporter politique à TF1 et je me trouvais à Matignon le soir du 21 mai 1981, le premier jour où il venait d'être nommé Premier ministre. J'ai eu le privilège de vivre un moment d'histoire : je me suis en effet retrouvé à table avec les amis proches de Pierre Mauroy pour son premier dîner en tant que Premier ministre à Matignon. C'était un moment très fort et très émouvant et en même temps déjà plein de significations parce qu'on sentait bien que Pierre Mauroy vivait une journée historique tout en étant très préoccupé. La dévaluation était déjà évoquée. Il savait qu'il héritait d'un schéma un peu compliqué. Il était intéressant d'observer cet homme qui mesurait déjà la charge de Premier ministre et les lourds problèmes qui n'allaient pas tarder à lui tomber dessus !

Passons à l'ordre du jour. L'ordre du jour appelle Gérard Grunberg qui va nous remettre en situation la vie et l'oeuvre de Pierre Mauroy. Gérard

Grunberg est politologue, spécialiste de la gauche, historien, directeur de recherches émérite au CNRS (il faudra qu'un jour on m'explique ce que c'est que ne pas être « émérite ») ! Si vous ne connaissez pas Gérard Grunberg, c'est que vous n'avez pas la télé ou que vous vivez sur la planète Mars. Le thème de son intervention est « Pierre Mauroy ou l'histoire du PS depuis 1945 ». Je rappelle que Pierre Mauroy a été élu en 1966 secrétaire général adjoint de la SFIO, et qu'après a commencé l'aventure avec le congrès d'Epinay et la suite... Je passe la parole à l'orateur pour qu'il nous resitue la vie et l'oeuvre de Pierre Mauroy.

/ GÉRARD GRUNBERG

PIERRE MAUROY OU LA VOLONTÉ DE FAIRE DU PS UN PARTI DE GOUVERNEMENT

Je voudrais remercier les organisateurs qui m'ont demandé de participer à cette réunion. En effet, j'ai vécu la vie du Parti socialiste depuis les années 60 et tout au long de ces années – et quelles que soient les circonstances – j'ai toujours eu la plus grande estime pour Pierre Mauroy, même si je ne faisais pas parti de ce qu'on appelait les « Mauroyistes ». J'ai donc beaucoup de plaisir à parler de lui.

Rassemblement et ouverture

Dans ce court exposé liminaire, je ne vais pas vous faire l'histoire du Parti socialiste et de Pierre Mauroy que vous connaissez au moins aussi bien que moi. Il m'a semblé plus intéressant de rappeler rôle capital que Pierre Mauroy a joué à la fois dans la reconstruction du parti socialiste et dans la réussite qui a suivi. Si on revient cinquante ans en arrière, dans les années 60 où la SFIO traversait une grave crise qui annonçait sa fin et si on considère la crise actuelle du parti socialiste, j'ai pensé intéressant d'analyser l'action de Pierre Mauroy à l'époque en fonction de ce qu'il se passe aujourd'hui. On réalise combien les Pierre Mauroy manquent

actuellement au parti socialiste, c'est le moins qu'on puisse dire ! C'est pourquoi je vais rapidement brosser les qualités morales et politiques de Pierre Mauroy qui ont eu un effet plus que positif dans ces années 60, 70, 80 qui ont été particulièrement agitées et dont je me souviens très bien parce que je les ai vécues. Je vais rappeler en quelques mots ce qu'a été à mon avis l'apport historiquement essentiel de Pierre Mauroy dans cette période difficile où le parti socialiste était au fond du trou et où une œuvre a été accomplie à laquelle Pierre Mauroy a participé au premier chef.

D'abord, quelles sont ces qualités que je ne retrouve pas ou rarement aujourd'hui « au parti socialiste », pour ne nommer et ne faire de peine à personne ? La première est ce qu'on appelle l'*affectio societatis*, c'est-à-dire l'envie de vivre ensemble. Cette envie de vivre ensemble était celle des dirigeants de la SFIO, en particulier de Pierre Mauroy. J'ai d'ailleurs apprécié la phrase qui a été reprise dans le texte de présentation de cette journée où vous citez Pierre Mauroy lorsqu'il dit : « *Lorsque je demande à adhérer en 1945, c'est avec l'image de Léo Lagrange que je rentre dans la salle où se réunit la section. Ah, le parti ! Quelle joie d'être titulaire de ma première carte ! Ce soir-là, le Parti socialiste que je découvre, je suis loin d'imaginer à quel point il va me dévorer* ». Peut-être est-ce parce que j'ai vieilli mais cette envie d'être ensemble est moins vivante aujourd'hui que je ne la trouvais à cette époque au PS, même s'il y avait des combats homériques, mais c'est une autre histoire. Elle constitue l'une des raisons de la crise actuelle du parti socialiste, d'autant qu'on ne retrouve plus suffisamment cette fierté d'appartenir au Parti socialiste qui était très forte chez Pierre Mauroy.

La deuxième qualité de Pierre Mauroy, qui, tout en ayant un véritable esprit de parti et tout en étant un homme de la SFIO puis du Parti socialiste, était en même temps un homme d'ouverture. C'est frappant quand on relie l'histoire aujourd'hui. Dans cette période de fin de la SFIO et de reconstruction difficile à la fin des années 60 et dans les années 70, son rôle a été essentiel pour aider à mettre ensemble les éléments qui

allaient faire le renouveau du Parti Socialiste. Cet homme de la SFIO qu'était Pierre Mauroy a tout de suite compris qu'elle ne pourrait se renouveler à elle seule. Sa rencontre, en 1965, avec François Mitterrand a été capitale de ce point de vue parce qu'il a été convaincu que François Mitterrand pourrait jouer un rôle important dans le renouveau du parti socialiste.

Les deux hommes n'ont pas toujours été d'accord dans les années 60, loin s'en faut, qu'il s'agisse de la création de la FGDS ou de l'analyse de mai 68. Mais le lien a toujours été solide et lorsqu'il a fallu faire un choix, Pierre Mauroy a compris que ce choix devait être fait dans le sens de François Mitterrand parce qu'il n'y avait pas d'autre issue à l'époque. Je crois qu'on peut dire que sans Pierre Mauroy, on ne sait pas comment se serait déroulé le congrès d'Épinay ni comment il se serait terminé. A ce moment-là, Pierre Mauroy a joué un rôle historique.

Cet esprit d'ouverture dont il a fait preuve en 1971 on le retrouve trois ans plus tard avec la préparation des Assises du socialisme et l'hypothèse de l'entrée de Michel Rocard et d'une partie du PSU au Parti socialiste. Cette arrivée n'allait pas de soi non plus. Il faut en effet se rappeler que de nombreux dirigeants du Parti socialiste étaient plus que réservés face à l'entrée de Michel Rocard au Parti socialiste et que François Mitterrand lui-même n'était pas vraiment séduit par cette idée. Je ne reviendrai pas sur les relations historiques entre le PSU et François Mitterrand puisque ce n'est pas l'objet du colloque. Toujours est-il que Pierre Mauroy a été, là encore, le passeur qui a réussi à mettre ensemble Michel Rocard et François Mitterrand, ce qui n'allait pas de soi non plus à l'époque. François Mitterrand, contre l'avis de nombre de ses amis, a reconnu qu'il fallait s'ouvrir pour reconstruire le Parti socialiste, les Assises en étant un moyen. En l'espace de quatre – cinq ans, François Mitterrand, avec l'aide déterminante de Pierre Mauroy, a reconstruit ce parti qui est redevenu dès 1974 un parti très important dans la fameuse campagne présidentielle la même année, même si elle s'est conclue par un échec.

La vocation de la gouvernance

On ne retrouve pas aujourd'hui cet esprit d'ouverture au Parti socialiste ni le fait de reconnaître qu'une formation politique a besoin de vrais leaders. L'honneur de Pierre Mauroy est de n'avoir jamais voulu être calife à la place du calife. C'est, selon moi, ce qui lui a permis de jouer le rôle qu'il a joué dans les années 70. Pierre Mauroy avait compris qu'il fallait un leader et une stratégie et que la stratégie que mettait en œuvre François Mitterrand était probablement la seule pour permettre au parti socialiste, non seulement de renaître mais surtout - et sur ce point François Mitterrand avait été très clair au congrès d'Epinais - d'en faire un parti qui pourrait revenir au pouvoir, ce qui n'était plus dans la vision de la fin de la SFIO des années 60.

A partir des années 70, Pierre Mauroy va aussi jouer un rôle de compromis – au bon sens du terme – pour assurer la paix civile. Quand on voit ce qu'il se passe aujourd'hui au sein du PS, on mesure l'importance de la paix civile dans un parti, c'est ce qu'il y a de plus difficile à préserver ! Pierre Mauroy a donc su assurer la paix civile au cours de cette période très difficile marquée par les rapports Mitterrand /Rocard à la fin des années 70, le congrès de Metz en 1979 puis jusqu'à l'élection de François Mitterrand en 1981. Bien que se situant de temps en temps d'un côté, de temps en temps de l'autre, Pierre Mauroy a pu, après les déchirures du congrès de Metz, remettre tout le monde d'accord et soutenir pleinement la candidature de François Mitterrand à l'élection présidentielle.

Lorsqu'on rappelle ces faits simples, on se rend compte à quel point le rôle de Pierre Mauroy dans toute cette période a été capital pour permettre au Parti socialiste non seulement de se reconstruire mais de revenir au pouvoir. Ce qu'il avait, au fond, en commun aussi bien avec François Mitterrand d'abord et ensuite avec Michel Rocard, c'était l'envie – ce qui nous conduit une fois encore à faire le parallèle avec le PS d'aujourd'hui – c'est la vocation de gouvernement, la vocation de pouvoir. Ce qui tranchait dans le discours nouveau de François Mitterrand

et ensuite probablement aussi dans celui de Michel Rocard, c'était la volonté de faire un parti qui gouvernerait. On sait combien il est difficile pour les partis socialistes de gouverner, en particulier en France ! Cela ne s'est jamais vraiment très bien passé ni pour très longtemps. Je me souviens des propos de Guy Mollet au congrès d'Epinais : « *De toute façon, tant qu'il y aura la V^{ème} République et le capitalisme, le Parti socialiste ne peut pas gouverner* ». Il y avait là un abandon de la vocation gouvernementale de ce parti qui est, à mon avis, dramatique. Les partis croient toujours qu'ils vont plus facilement se reconstruire et se développer dans l'opposition qu'en étant des partis de gouvernement. Je n'en suis pas sûr mais ça c'est un autre débat.

Toujours est-il qu'il y avait chez Pierre Mauroy et François Mitterrand cette idée qu'il faut gouverner. C'est intéressant car Pierre Mauroy, qui était un homme de parti faisant passer le parti souvent avant tout, a montré dans cette période que, comme disait Willy Brandt à son époque « *on fait quand même passer le pays avant le parti* ». C'est d'ailleurs ainsi qu'il a construit lui-même son image de Premier ministre. Je ne sais toujours pas – vous le savez probablement mieux que moi – si en 1981 il aurait préféré être Premier secrétaire du parti socialiste ou Premier ministre. Je n'ai pas de réponse absolument certaine à cette question. On sait qu'il a été très fier et très heureux d'être Premier Ministre et qu'il fait partie de ces socialistes qui ont assumé le pouvoir. J'avais écrit, avec l'un de mes amis, un livre sur ce sujet, nous étant aperçus que nombre de socialistes n'assumaient pas facilement le pouvoir, aujourd'hui comme hier.

Un camarade

Pierre Mauroy, lui, a assumé sa fonction de Premier ministre et fait ce qu'il pensait devoir faire. En particulier, il eut le courage, en 1982/83 – on peut être ou ne pas être d'accord sur le fond, c'est un autre problème – de dire : « *on ne me fera pas faire ce que je ne veux pas faire* ». Sans rompre avec François Mitterrand, d'un commun accord, il a donné sa démission parce qu'il pensait qu'il fallait faire un changement de politique

gouvernementale. Vous vous rappelez de cette fameuse phrase: « *Je ne sais pas conduire sur le verglas* ». Il s'agissait de sortir du SME, ce qu'il ne savait pas faire ! Personnellement, je crois qu'il a rendu un service à la France. On rejoint là le colloque de l'an dernier sur « Pierre Mauroy et la passion de l'Europe ». Sa passion de l'Europe a été décisive dans les décisions et les positions qu'il a prises dans cette période très difficile 1982/83/84. Il a quitté Matignon en considérant qu'il avait fait ce qu'il avait à faire, ce qui est mon avis personnel.

En outre, pour faire ce qu'il a fait, il fallait accepter les institutions de la V^{ème} République. Cela avait été impossible pour la SFIO après 1962 et cela restait encore très difficile pour les socialistes. Une fois encore, il me semble que ce qui a rapproché François Mitterrand et Pierre Mauroy, en fait dès 1965, c'est, contrairement à Guy Mollet, d'une certaine façon, d'accepter de prendre en considération les nouvelles institutions au lieu d'agir comme si elles n'existaient pas. Souvenons-nous de cette période où Guy Mollet refusait de présenter un candidat socialiste à l'élection présidentielle parce qu'il pensait qu'il fallait faire comme s'il n'y en avait pas. Or, c'est très compliqué de faire comme s'il n'y avait pas d'élection présidentielle dans le régime de la V^{ème} République. François Mitterrand et Pierre Mauroy se sont aussi rapprochés sur l'idée qu'il fallait prendre part à l'élection présidentielle. Comme je l'ai dit, ne voulant pas être calife à la place du calife, Pierre Mauroy a compris que le meilleur candidat était alors François Mitterrand. Il a pu hésiter lors de la bataille Mitterrand/Rocard en 1978/79 mais c'est en toute honnêteté qu'il a soutenu François Mitterrand en 1981, estimant qu'il fallait appliquer les institutions de la V^{ème} République.

J'ai rappelé ces faits car, comme vous le savez, le Parti socialiste n'est toujours pas clair sur la question des institutions. On ne sait toujours pas ce qu'il pense des institutions, en tout cas moi je ne sais pas ce que pense le Parti socialiste des institutions de la V^{ème} République. Ce qui est certain, c'est que Pierre Mauroy, lui, avait décidé que pour lui-même et pour le PS, il fallait faire avec cette élection présidentielle. Ce n'est pas un hasard

s'il a soutenu à la fois, pas toujours en même temps, François Mitterrand et Michel Rocard qui lui paraissaient pour des raisons différentes être les plus qualifiés pour gouverner le pays et sortir la gauche d'une opposition qui durait depuis 1958-janvier 1959 et qui avait l'éloignée du pouvoir depuis trop longtemps.

Je voulais juste ajouter à cette courte présentation, pour terminer, que Pierre Mauroy, pour tous ceux qui l'ont connu et vous beaucoup mieux que moi, avait une réelle chaleur, c'est-à-dire qu'il était un militant dans le style camarade. C'était un camarade. A chaque fois que je discutais avec lui dans les congrès ou ailleurs, il émanait de lui un charisme certain. Il ne faut jamais oublier que le charisme est essentiel en politique, on a quelquefois – surtout à gauche – tendance à l'oublier ou à vouloir l'oublier. Il se dégageait de cet homme une vraie chaleur humaine que reflète bien le titre que vous avez choisi pour cette rencontre « Pierre Mauroy ou la passion du Parti socialiste ». Il éprouvait en effet une véritable passion pour le Parti socialiste qui lui a permis de jouer en tant qu'homme politique de parti un rôle essentiel tout au long des années 60/70/80/90.

/ BRUNO MASURE

Merci beaucoup pour cet exposé.

Nous allons procéder de façon chronologique. Je vais donc passer la parole à Roger Southon, ancien secrétaire national des Jeunesses socialistes. Il a créé une section des Jeunesses socialistes en 1956 et il a vécu de près, en 1969, le congrès d'Issy-les-Moulineaux, le premier congrès du nouveau Parti socialiste, où il a été le rapporteur de la motion Mauroy. Il a vécu de près la bataille entre Pierre Mauroy et Alain Savary. On l'écoute.

/ ROGER SOUTHON

SANS L'ADHÉSION DE PIERRE MAUROY AUX JEUNESSES SOCIALISTES, PAS DE CONGRÈS D'EPINAY ?

Il me revient d'intervenir sur le thème : « *Pierre Mauroy et les Jeunesses socialistes* ». Précisons qu'il ne s'agit pas d'un travail historique, pour lequel je ne me sentirais pas de compétence particulière. Militant socialiste, ayant eu la chance non seulement de connaître Pierre Mauroy, mais encore de travailler avec lui pendant de nombreuses années dans le cadre des Jeunesses socialistes, puis du parti, je voudrais évoquer quelques souvenirs.

« **Socialiste naturellement** »

Ayant rejoint les JS depuis quelques mois, j'eus la faveur de participer au congrès national de Saint-Nazaire en 1957. C'est là que j'ai rencontré pour la première fois, en chair et en os, Pierre Mauroy, secrétaire national des Jeunesses socialistes SFIO. Incontestablement, Pierre Mauroy était « le patron » et nul n'aurait envisagé de remettre en cause son autorité. Nous savions qu'il était né dans le Nord le 5 juillet 1928, à Cartignies, près d'Avesnes sur Helpe, village de sa mère, mais qu'il avait surtout vécu son enfance et son adolescence à Haussy, le village de son père. Ce

dernier, à l'origine bûcheron, avait su devenir, au prix des efforts et des sacrifices qu'on imagine, instituteur, puis directeur d'école à Cambrai. Héritier des Hussards Noirs, cet homme avait la République chevillée au corps et pour lui, le socialisme constituait l'ultime étape du parcours républicain.

Lorsqu'il parlait de cette période, Pierre Mauroy avait coutume de dire que Haussy, c'était « *le village de la douleur et de la joie* ». Douleur d'une vie de labeur particulièrement rude pour ces ouvriers des hauts-fourneaux, « *jetés au pied des machines* », rentrant fourbus d'une journée de travail éreintante, pour un salaire fort modeste et au prix de nombreux accidents du travail. On mourait jeune, à cette époque, dans la grande industrie du Nord.

Mais joie de ces rencontres festives, vécues en commun par tous les habitants du village, le carnaval, la Ducasse, les bals du vendredi et du samedi soir, la tournée dominicale du député socialiste emmenée par la fanfare municipale, drapeau rouge en tête, avec les enfants reprenant en chœur les chants révolutionnaires, et enfin, la prise de parole du député devant tout le village. Et quel député ! Léo Lagrange, dont l'exemple a beaucoup nourri la pensée et l'action de Pierre Mauroy. Tous ces éléments, heureux ou malheureux, contribuaient à souder les différents membres de cette communauté ouvrière et à créer entre eux une profonde solidarité.

Enfant, Pierre Mauroy avait connu 1936, le Front Populaire, l'enthousiasme de ce rude prolétariat du Nord, « l'embellie », le sentiment d'assister à l'aube d'une société plus juste et plus fraternelle.

Mais hélas, il connut aussi la débâcle, l'errance désespérée de ces foules hagardes venues du Nord, de Hollande et de Belgique, sous la mitraille et les sirènes des stukas, la fuite désespérée à bicyclette vers la Bretagne, Abbeville, Le Crotoy, pour finalement échouer au petit matin contre un barrage de l'armée allemande, l'effondrement de la République, la Chambre des députés, celle pourtant du Front populaire, accordant les pleins pouvoirs à Pétain, malgré l'opposition courageuse des quatre-vingts

qui, ce jour-là, sauvèrent l'honneur du parlement, et enfin, l'Occupation, dans des conditions particulièrement douloureuses comme ce fut déjà le cas lors de la Première Guerre Mondiale, la Grande Guerre, comme on disait. Vint enfin la Libération, et là encore, avec le retour de la liberté, le programme du CNR, l'espoir d'une société nouvelle.

Tous ces événements avaient profondément marqué l'enfant qu'était Pierre Mauroy. Ils expliquent qu'il soit devenu « *socialiste naturellement* ». Avec grand enthousiasme, Pierre Mauroy, son bac en poche, rejoignit les Jeunesses socialistes. Très rapidement, il fut élu secrétaire de la section JS de Cambrai, qui comptait déjà une centaine d'adhérents. Es qualités, il participa à son premier congrès national à Montrouge. On ne parle pas assez de cet épisode, qui a profondément marqué l'engagement de Pierre Mauroy par l'espèce d'épreuve initiatique qu'il y subit avec courage et succès.

Le courage de refuser

Atteint par la limite d'âge de trente ans, le secrétaire national, Pierre Alexandre, avait été remplacé par Marcel Rousseau. Un certain André Dunoyer avait été nommé responsable à la Propagande. L'un et l'autre, militants trotskistes aguerris, provocateurs, activistes, crachaient ouvertement leur mépris et leur haine tant du drapeau tricolore que de la Marseillaise. Ils étaient en réalité en mission d'entrisme au sein du Parti socialiste, qui, dans la grande tradition bolchevique, constituait l'adversaire principal, pour ne pas dire l'ennemi principal.

Aidés de quelques comparses, ils avaient constitué une minorité fort agissante qui avait pris en main le congrès, afin de lui imposer leur conception totalitaire, évidemment incompatible avec les plus élémentaires principes de la démocratie socialiste et même de la démocratie tout court. Le congrès se déroulait à Pâques, dont ce vendredi qualifié par la tradition chrétienne de « *Vendredi Saint* ». On dit que, selon cette tradition, on doit ce jour-là s'abstenir de manger de la viande. Or, Rousseau, Dunoyer et consorts avaient décrété, par provocation, de

rendre obligatoire la consommation de viande. Beaucoup de congressistes, pour des raisons diverses, se seraient abstenus. Mais ils n'avaient pas osé le faire face à l'autoritarisme de la nouvelle direction. Seul contre tous, Pierre Mauroy eut le courage de refuser.

Non pas qu'il fut spécialement croyant. En fait, il était plutôt agnostique et non pratiquant. Mais il avait le respect de la religion de sa mère, « cette vieille chanson qui a bercé la misère humaine ». S'ensuivit alors un florilège d'injures, de menaces, de bousculades, au cours desquelles Pierre Mauroy perdit la montre de poche offerte pour sa première communion. Mais il tint bon.

De cette aventure, Pierre Mauroy tira les conclusions suivantes : « *C'est de ce congrès qu'est venu pour moi le refus de la démagogie virulente, du verbalisme gauchiste, du terrorisme que pratiquent aisément certains militants, qui se disent et se croient démocrates. Le refus du dogme aussi.* » (Héritiers de l'Avenir, page 60). A cette occasion, Pierre Mauroy se fit un certain nombre d'ennemis, mais aussi une majorité de partisans, dont beaucoup regrettèrent de n'avoir pas eu, comme lui, le courage de résister « *aux applaudissements imbéciles et aux huées fanatiques* ».

L'anecdote se répandit parmi les JS, puis au sein du parti. De nombreux camarades firent en sorte d'appeler Pierre Mauroy à de nouvelles responsabilités, car on avait besoin, comme toujours, de militants dévoués et courageux. Quant aux JS, elles furent dissoutes au plan national, puis reconstituées sur les maigres décombres de ce qu'il en restait. Ayant ainsi fait la preuve de ses qualités, Pierre Mauroy fut appelé à des responsabilités de plus en plus importantes, au niveau fédéral, puis au niveau national. En 1950, il devint secrétaire national des Jeunesses socialistes, succédant à Daniel Ligou. Ce fut à lui d'assumer la lourde charge de la recomposition des JS.

Remise en ordre des JS

Pierre Mauroy aspirait à devenir professeur d'histoire-géographie, ce qui nécessitait qu'il s'inscrive en fac, à Lille. Or, ses nouvelles fonctions de

secrétaire national des JS supposaient une présence quasi-permanente à Paris, en dehors évidemment du temps consacré à des visites de sections, de fédérations, non seulement des JS mais aussi du parti, pour convaincre les uns et les autres de la nécessité de recruter des jeunes afin de pallier les conséquences de la récente dissolution.

Est-il besoin de rappeler qu'à l'époque, il n'y avait ni liaison aérienne, ni TGV, ni autoroute... Habilement, Pierre Mauroy sut trouver la solution. Il décida de s'orienter vers l'enseignement technique, dont la formation des professeurs s'effectuait à Cachan, en région parisienne, localité dans laquelle il exerça ses premières responsabilités communales. Professeur du Technique, il fut à l'origine de la création du Syndicat National des Professeurs de l'Enseignement Technique (SNPET), qui s'affilia à la Fédération de l'Éducation Nationale (FEN). Il en fut le secrétaire national de 1955 à 1958.

On ne sait pas comment fit Pierre Mauroy pour trouver le temps et l'énergie nécessaires pour assumer avec succès deux fonctions également importantes et chronophages, celle de secrétaire national des JS, et celle de secrétaire national d'un important syndicat d'enseignants. Côté JS, Pierre Mauroy mena tout d'abord une action de remise en ordre. Ce ne fut pas toujours facile. Souvent en effet, de nombreux responsables du Parti, échaudés par la précédente dissolution, n'étaient pas favorables à l'arrivée de nouveaux jeunes. Chaque fois, il fallait expliquer, argumenter, convaincre qu'« *un parti sans jeunesse est un parti sans avenir* ». Et à chaque rencontre, il fallait tout reprendre à zéro. Chaque fois, « *se mettre à rebâtir* ».

Mais c'est à ce prix que, progressivement, des sections, puis des fédérations JS reprirent force et vigueur. Le Conseil national fut réorganisé, de même que le Secrétariat national dans ses bureaux emblématiques du 12, cité Malesherbes.

Le mensuel des JS, « Luttés » fut transformé en hebdomadaire. Des week-ends de formation furent systématiquement organisés dans chaque région, avec l'intervention de responsables des JS, du parti ou de

mouvements amis, associatifs, syndicaux, ou coopératifs. Il ne s'agissait pas d'imposer une quelconque doctrine, mais de susciter l'intérêt des participants pour la chose publique et pour l'action militante.

La « bande à Mauroy »

Chaque année, en principe au début du mois d'août, des stages nationaux rassemblaient de nombreux militants : à Saint Claude, à la Brévière en forêt de Compiègne, à Giens dans le Var, à Graulhet et à Carmaux dans les pas de Jaurès. On y parlait des grands socialistes (Jean-Jaurès, Jules Guesde, Léon Blum...), de l'actualité du socialisme, de la manière de rédiger un trac, de se servir d'une ronéo (à manivelle), d'organiser un collage d'affiches... On y abordait également des questions de fond : la laïcité, les droits des femmes, la politique étrangère, la législation sociale, la décolonisation, etc. A Graulhet, nous avions organisé un atelier de self-défense. Les membres du club local de judo demandèrent à venir pratiquer avec nous, ce qui nous permit d'intéressants échanges avec les jeunes de la localité, ainsi que la découverte assidue du vignoble de Gaillac. En un mot, les JS constituaient une « pépinière » de militants et de futurs responsables du parti.

Il n'était évidemment pas question de former l'un de ces micro-partis, (dont la droite raffole à l'heure actuelle), avec un programme distinct, voire opposé à celui du Parti socialiste. En résumé, un JS était un militant socialiste, tenu comme tout militant à la fidélité et à la discipline du parti. Après être « descendu de charge », frappé par la limite d'âge de trente ans, au congrès JS de Montluçon en 1958, Pierre Mauroy fut nommé par le parti secrétaire général des JS, ce qui nous donna l'occasion de continuer à bénéficier de sa présence, de son action et de ses précieux conseils. L'ensemble de ces manifestations avait créé beaucoup de chaleur au sein des JS, qui a souvent perduré dans la suite de nos vies militantes. C'est ainsi que naquit progressivement la « bande à Mauroy » qui, pour ne pas avoir d'existence légale, n'en fut pas moins importante dans l'évolution future du Parti, en particulier à partir du Congrès d'Issy-les-

Moulineaux en 1969 (qui promut à l'instigation de Pierre Mauroy, et à une écrasante majorité, la direction collégiale au Parti socialiste) jusqu'à celui d'Epinay en 1971, puis en 1981.

Après avoir rejoint le Comité directeur du parti, Pierre Mauroy obtint une décision selon laquelle tout militant JS âgé de dix-huit ans avait vocation à rejoindre une section « adulte » et pouvoir ainsi participer aux décisions politiques du parti. Rappelons qu'à l'époque, la majorité politique était à vingt-et-un ans. Ainsi, une fois de plus, le Parti était « à l'avant-garde de la République ».

De la fédération Léo Lagrange à la Fondation Jean Jaurès

Parallèlement à cette mise en ordre des JS, Pierre Mauroy créa la Fédération Léo Lagrange, résultant d'une décision du congrès JS de Nîmes en 1951. Cette naissance bénéficia d'une publicité inattendue. En effet, à l'époque, le Front populaire revenait en cours. En dehors de Léon Blum, hors catégorie, deux ministres étaient spécialement à l'honneur : Jean Zay et Léo Lagrange. On inaugurerait en nombre des rues Léo Lagrange, des collèges Léo Lagrange, des stades Léo Lagrange, à tel point qu'on pouvait penser que la nouvelle Fédération en était le maître d'œuvre. Cela permit à de nombreuses personnes, jeunes ou moins jeunes, d'accéder à l'éducation populaire et à des loisirs réservés jusque-là à une minorité plus aisée. Cela fut surtout l'occasion pour de nombreux JS de « mettre la main à la pâte ». Certains se consacrèrent dès lors pour l'essentiel à la vie de la Fédération. Par la suite, celle-ci reçut le concours de militants associatifs, provenant d'horizons divers, ce qui permit de déborder très largement du cadre de la mouvance socialiste, et de développer un peu partout clubs de loisirs et centres de vacances.

La concurrence fut vive avec le mouvement des Maisons des Jeunes et de la Culture (MJC), abondamment soutenu, notamment sur le plan financier, par le gouvernement gaulliste de l'époque (avant de se tourner sans grand succès vers le Parti communiste.) Pierre Mauroy dut user de son autorité, auprès de trop nombreux élus socialistes séduits par le

caractère « officiel » des MJC, et par le fait que ces dernières auraient été « moins marquées ».

Pierre Mauroy fut secrétaire général de la Fédération Léo Lagrange de 1951 à 1972, date à laquelle il passa le flambeau à Antoine Blanca, qui connut par la suite la brillante carrière diplomatique que l'on sait. Pierre Mauroy fut président de la Fédération de 1972 à 1980, et enfin président d'honneur jusqu'à son décès en 2013. Sous son impulsion, la Fédération Léo Lagrange assura un rôle important dans la création de plusieurs organismes officiels en faveur de la jeunesse, FONGEP, Office franco-allemand de la Jeunesse, etc. Rappelons pour mémoire que c'est également Pierre Mauroy qui murit l'idée, dès sa période de responsabilité aux JS, de la création d'une fondation, sur le modèle de celle réalisée par le SPD portant le nom du grand socialiste allemand Friedrich Ebert... avec, hélas, des possibilités financières et par conséquent des ambitions beaucoup plus modestes. C'est à partir de cette idée que la Fondation Jean-Jaurès vit le jour en 1992. Pierre Mauroy en fut le président de sa création jusqu'à sa mort en 2013.

En résumé, on peut dire que c'est à partir de ses responsabilités aux JS que Pierre Mauroy a pu étendre son action dans de nombreux domaines, en dehors comme à l'intérieur du parti. Sans Pierre Mauroy, le congrès d'Épinay n'aurait probablement pas eu lieu. Mais c'est là une autre partie de l'Histoire.

/ BRUNO MASURE

Merci beaucoup. Vous m'avez rappelé des souvenirs communs avec mon camarade Pierre Favier, présent dans cette salle, qui suivait pour l'AFP la campagne de François Mitterrand en 1981. Pierre Mauroy était l'un des très bons orateurs. Il n'avait pas de texte écrit, il était donc très lyrique et c'était un peu compliqué pour nous, surtout en télévision parce qu'on a usé des kilomètres de films (à l'époque c'était du film, même pas des cassettes). Je me souviens que c'est vrai qu'entre nous (vous le savez, les

journalistes ne respectent rien), on se demandait en regardant nos montres quand Pierre Mauroy va-t-il se décider à jeter les ouvriers aux pieds des machines ? Ce qui était le signal du départ.

Merci beaucoup pour cette intervention. On l'a rappelé tout à l'heure, Jean-Pierre Chevènement est en Sibérie. Il a demandé l'asile politique à Vladimir Poutine et heureusement il nous a envoyé par pigeon voyageur le texte de son intervention que va nous lire Ghislaine Toutain.

/ **MESSAGE DE JEAN-PIERRE CHEVENEMENT**
lu par Ghislaine TOUTAIN

AVEC PIERRE MAUROY, LA FRATERNITÉ AVAIT UN VISAGE

Tout d'abord, je vous prie d'excuser mon absence, me trouvant retenu par l'inauguration, demain, d'un complexe gazier dans la presqu'île de Yamal, en Sibérie occidentale.

Comment j'ai rencontré Pierre Mauroy, sept ans avant le congrès d'Epinay

J'ai adhéré au Parti socialiste qui s'appelait alors la SFIO, en décembre 1964, à la 14ème section de Paris. Si quelqu'un me l'eût prédit, dans les années de la guerre d'Algérie, « guerre imbécile et sans issue », comme l'avait qualifiée Guy Mollet lui-même, en 1955, pendant la campagne du Front Républicain, cette prédiction m'aurait laissé abasourdi. Que dis-je ? Je lui aurais ri au nez ! Je revois, en effet, mes parents, alors instituteurs à Besançon et qui votaient socialiste, pester contre Guy Mollet, au soir du 6 février 1956, où président du Conseil en visite à Alger, il avait reculé devant quelques jets de tomates, pour démettre le général Catroux et appeler Robert Lacoste à la tête du gouvernement général. Je me revois

surtout crapahutant dans les djebels, en 1961-62, pour conduire cette guerre, en effet imbécile, à sa seule issue logique : l'indépendance de l'Algérie, à laquelle ensuite, quand les SAS auxquelles j'appartenais furent dissoutes, je m'efforçai de contribuer de mon mieux, pour qu'elle se fit, selon le mot du général De Gaulle, avec la France plutôt que contre elle. N'empêche, la période avait été éprouvante pour ceux qui l'avaient traversée et il était difficile de ne pas en vouloir à Guy Mollet d'avoir aggravé les choses en envoyant le contingent en Algérie, en 1956. Par méconnaissance des réalités, celles de l'Algérie et celles, surtout, de son temps, il avait sûrement prolongé la guerre de quelques années.

Quand je revins d'Algérie, en 1963, la SFIO paraissait un bateau à la dérive. Le général De Gaulle avait imposé, en septembre 1962, l'élection du président de la République au suffrage universel. Les élections législatives lui avaient donné une majorité à l'Assemblée nationale. La SFIO, discréditée par les guerres coloniales, apparaissait comme un vestige du passé. Cependant un vent de contestation sociale soufflait sur le pays, avec la grève des mineurs de 1963 notamment. L'« après De Gaulle » était déjà dans les esprits. Et il nous apparut à quelques camarades et à moi-même qu'en faisant l'union de la gauche avec le Parti communiste, la « Vieille Maison », comme l'appelait Léon Blum, pouvait retrouver son lustre d'antan. Mais à cette condition là seulement.

Convergence autour de François Mitterrand

C'est en allant voir Guy Mollet à la Cité Malesherbes, qu'Alain Gomez et moi-même rencontrâmes Pierre Mauroy dont le bureau qui jouxtait celui du secrétaire général. Celui-ci revenait d'un voyage en Yougoslavie et nous fit une description élogieuse du titisme et de l'autogestion yougoslave. Guy Mollet était revenu épaté par la visite de complexes agro-industriels qui lui avaient ouvert des perspectives sur une société entièrement salariée et dont la vocation était naturellement le socialisme. C'était l'époque de Monsieur K (Khrouchtchev) à Moscou. Guy Mollet nous parla du « dialogue idéologique » qu'il convenait de mener avec

les communistes pour les ramener à une conception démocratique du socialisme. Nous trouvions dans ces propos la confirmation de nos intuitions sur la nécessité de l'union.

C'est dans ces années-là que nous créâmes le CERES (Centre d'Etudes, de Recherches et d'Education Socialistes). Nos premiers cahiers parurent à partir de janvier 1966. Ghislaine Toutain tapait à la machine les articles que notre petite équipe préparait, par exemple sur la politique industrielle et les nationalisations, ou bien encore, sur la Révolution culturelle en Chine, mise en œuvre par Mao, que nous critiquions d'autant plus âprement que l'intelligentsia « maoïste » tenait le haut du pavé dans les facs parisiennes dans ces années qui précédèrent 1968.

Naturellement Pierre Mauroy souhaitait intégrer le CERES à l'organisation de jeunesse qu'il animait par ailleurs, le CEDEP, vitrine politique des « cercles Léo Lagrange », l'une des miettes que le pouvoir gaulliste avait laissée à la SFIO.

Pierre Mauroy, de sa voix enjôleuse et dessinant dans l'air, de ses mains longues et fines, des volutes à travers lesquelles on apercevait, sinon les lendemains qui chantent, du moins la promotion que ne manqueraient pas de nous valoir nos talents dans l'organisation du parti, essayait de nous convaincre de fusionner CERES et CEDEP. Je garde le souvenir des déjeuners au « Petit Marguery », près de la Cité Malesherbes, où Pierre Mauroy nous conviait avec Roger Fajardie, homme de grande culture qui ne nous prenait pas trop au sérieux et dont je garde surtout le souvenir des fou-rires qui ponctuaient nos conversations.

La fusion du CERES et du CEDEP se révéla vite impossible, parce que nous travaillions en fait sur des hypothèses politiques différentes. Mais les événements bouleversèrent tout cela. Mai 68 arriva. La SFIO se fonda d'abord dans le NPS (Nouveau Parti Socialiste) d'Alain Savary. Dauphin putatif désigné de Guy Mollet, Pierre Mauroy se voyait rejeté dans l'opposition. C'est ainsi que commença de se dessiner entre nous, la convergence qui, autour de François Mitterrand, permit deux ans plus tard le congrès d'Epinay.

Le congrès d'Epinais

François Mitterrand avait été adoubé, en 1965, comme candidat unique de la gauche, moins par Guy Mollet, il faut le dire, que par Waldeck Rochet alors secrétaire général du Parti communiste français que François Mitterrand avait rencontré à Londres en 1944.

Nous nous étions liés avec François Mitterrand qui avait alors besoin de porteplumes et avait pris en sympathie les auteurs de « l'Enarchie ». François Mitterrand, peu de mois avant Epinais (juin 1971) avait deviné le parti qu'il pouvait tirer du CERES. Et celui-ci qui s'était, grâce à Georges Sarre, emparé de la Fédération de Paris et commençait d'essaimer un peu partout dans le pays entendait bien faire payer son éventuel concours d'un ralliement du PS à la stratégie du programme commun. François Mitterrand avait mis Pierre Mauroy dans la confiance. Je me souviens d'un dîner avec celui-ci, Roger Fajardie, Robert Pontillon, Didier Motchane et Georges Sarre à mon domicile, rue Poulletier. C'était à la veille d'Epinais. C'est ainsi que se dessina la convergence qui permit le congrès d'Epinais. Roger Fajardie mit à notre disposition un centre Léo Lagrange pour accueillir nos délégués de province et les tenir bien au chaud pour un congrès qui s'annonçait « sportif ».

Des liens très forts

J'ai raconté dans « Défis républicains » ces mémorables journées. Le CERES qui, avec 8,5 % des mandats, faisait l'appoint entre les deux coalitions rivales (Guy Mollet-Savary d'un côté, Mitterrand-Mauroy-Deferre de l'autre), chacun disposant de 45% des mandats, imposa la proportionnelle et le programme commun. Mitterrand y ajouta sur « la base d'un programme socialiste » préalablement délibéré et emporta le morceau avec un discours d'une incroyable maestria. Cette alliance dite « contre-nature » entre la droite et la gauche du PS autour de François Mitterrand fut majoritaire de 1 000 voix sur un peu plus de 100 000 mandats.

Il apparut vite, au lendemain du congrès, que le candidat à la présidentielle, François Mitterrand, devait être aussi Premier secrétaire.

Pierre Mauroy sut le comprendre et devint secrétaire national à la coordination. C'est là qu'il gagna ses galons de futur Premier ministre, dix ans plus tard.

L'essentiel était fait : le Parti socialiste s'était adapté aux institutions de la V^{ème} République, comme allait le faire la droite quand Jacques Chirac, cinq ans plus tard, créa le RPR sous Valéry Giscard d'Estaing, au lendemain de sa démission du poste de Premier ministre. Le RPR allait être la machine de guerre, qui après deux tentatives infructueuses (1981 et 1988) allait le conduire à l'Élysée en 1995. François Mitterrand dut s'y prendre lui-même à deux reprises : 1974 et 1981, mais s'y installa pour deux septennats.

Si je me suis un peu étendu sur le congrès d'Epinais, c'est qu'il a réalisé l'adaptation du PS aux institutions de la V^{ème} République. Son Premier secrétaire est le candidat naturel du parti à l'élection présidentielle. Mon propos n'est pas de vous raconter les péripéties internes du Parti socialiste, le congrès de Metz par exemple, ni la formation du premier gouvernement à la tête duquel François Mitterrand appelle Pierre Mauroy. Cette histoire a évidemment créé entre nous des liens très forts qui transcendent nos divergences politiques.

Le choix de mars 1983

Le choix de la monnaie forte, en mars 1983, nous oppose en effet. Derrière l'accrochage du franc au mark, tout le reste se laissait deviner et notamment la monnaie unique qui n'était pas encore à l'ordre du jour. De l'accrochage du franc au mark découlait toute une conception de l'Europe qu'a mise en œuvre par la suite Jacques Delors.

Mais je suis convaincu que sans la résistance de Pierre Mauroy qui mit en jeu sa responsabilité de Premier ministre, en déclarant « *je ne sais pas conduire sur le verglas* », François Mitterrand aurait suivi le conseil de Jean Riboud, et accessoirement le mien, en prenant congé, au moins provisoirement, du système monétaire européen, afin d'opérer une assez forte dévaluation vis-à-vis du mark.

Pour ma part, j'étais bien le seul, comme ministre de l'Industrie, à m'inquiéter d'une progressive désindustrialisation de la France. Ce choix de mars 1983 fut un choix capital, car il engagea toute la suite. Certains soutiennent que ce choix fut un choix pour ou contre l'Europe. Ce n'est pas ainsi que je l'ai vécu. Ce fut un choix entre des modalités différentes de la construction européenne et qui débouchaient sans doute sur deux « Europe » différentes.

Mais tel n'est pas le sujet du jour. Vos travaux portent sur le Parti socialiste. J'y reviens donc à travers un rappel historique qui éclairera l'avenir, du moins je l'espère.

Déjà quatre refondations historiques du Parti socialiste

1. Si nous reprenons les choses dans le temps, la première unification socialiste s'opère en 1905 mais se brise sur la guerre de 1914-1918. On se souviendra que la guerre a été déclarée par l'Allemagne à la France le 1er août 1914. Le 3 août, la neutralité belge était violée. Je ne conteste donc pas le choix de « L'union sacrée » opéré alors par la SFIO. Jaurès assassiné, Jules Guesde, ministre d'Etat du gouvernement. Ce choix s'imposait : la France était le pays agressé. On pouvait, a contrario, contester le vote par le SPD des crédits de guerre le 4 août 1914 (en interne d'ailleurs, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht s'en étaient dissociés).

2. Reste que le premier Parti socialiste, celui de 1905, s'est brisé définitivement au congrès de Tours en 1921 sur les 21 conditions posées par la III^{ème} Internationale, c'est-à-dire par Lénine. Le choix des minoritaires de Tours, derrière Léon Blum a été un choix salvateur. Il a préservé, non seulement la « Vieille Maison » mais l'étroite alliance du socialisme et de la République qui était tout l'enseignement de Jaurès.

La SFIO de Léon Blum est venue au pouvoir avec le Front Populaire, cette « embellie » dans le souvenir de la classe ouvrière, mais elle n'a pas su répondre au défi que jetait aux démocraties l'Allemagne nazie d'Hitler. La France était en première ligne et comme laissée seule par les autres démocraties. La SFIO a été balayée par la défaite de 1940 et le ralliement

à Pétain, le 10 juillet 1940, d'une majorité de parlementaires socialistes. 3. Il a fallu reconstruire le Parti socialiste dans la Résistance. Ce fut l'œuvre de ceux qui s'étaient regroupés autour de Daniel Mayer. Après une sévère épuration dans ses rangs, le premier congrès du Parti socialiste SFIO a désigné Guy Mollet comme secrétaire général, en 1946. Il l'est resté jusqu'en 1969, cédant alors la place à Alain Savary. Mais la SFIO d'après-guerre a été en réalité balayée par son incapacité à résoudre la question algérienne et par la V^{ème} République à laquelle elle ne s'est adaptée que tardivement (1971).

4. En effet, il a fallu attendre 1971 pour que s'opère la vraie refondation du Parti socialiste, celle qu'a permis le congrès d'Epinay.

On peut constater que le cycle d'Epinay est, aujourd'hui, allé à son terme 1971-2017 : quarante-six ans, presque un demi-siècle.

Un « parti de système »

Que s'est-il passé ? Pour moi, les choses sont simples. Le Parti socialiste historiquement n'a jamais été un parti qui recherchait le pouvoir pour le pouvoir. Il suffit de se rappeler les discussions de l'entre-deux guerres sur la « conquête du pouvoir » ou sur « l'occupation du pouvoir », alternative soutenue par Léon Blum en 1936 pour justifier le gouvernement du Front Populaire. Quand François Mitterrand a conquis l'Élysée, en 1981, il n'a nullement exclu de se représenter en 1988 pour un second septennat et il a ainsi appris aux socialistes ce que Paul Eluard appelait « le dur désir de durer », c'est-à-dire en fait à devenir un parti de gouvernement.

En venant au pouvoir en 1981, le Parti socialiste a ainsi opéré une mutation fondamentale. Mais il est aussi devenu un « parti de système ». Il a opéré en effet, selon moi, une conversion au néo-libéralisme ambiant, mais cela au détriment des engagements qu'il avait pris devant ses militants en 1971 et surtout devant le peuple dans les années qui ont suivi la signature du programme commun de 1972 mais surtout en 1981, sur la base des 110 propositions que François Mitterrand avait extraites du « projet socialiste pour les années 1980 ».

Le Parti Socialiste aurait pu justifier une « conversion républicaine », en expliquant que son accession au pouvoir l'obligeait, dans un contexte imprévu, à réviser ses objectifs et son calendrier, mais sans pour autant dévier de son engagement fondamental « D'abord l'emploi ! ». Ce n'est pas ce qui s'est passé. François Mitterrand a déclaré, en 1983, n'avoir pas changé de cap mais simplement « ouvert une parenthèse ».

Le Parti socialiste a donc opéré une mutation inconsciente en devenant un « parti de système ». Je dis « parti de système » et non pas parti de gouvernement. Un parti de gouvernement peut en effet s'autoriser des « réformes révolutionnaires », pour reprendre la terminologie d'André Gorz, mais un parti de système, prisonnier des contraintes qu'il a acceptées par traité, ne le peut plus. La mutation du Parti socialiste en « parti de système » s'est donc faite progressivement avec l'Acte unique (1985-87), le traité de Maastricht (1992) et le traité budgétaire dit TSCG de 2012. En même temps, on enregistrait la montée du chômage : 3 millions de chômeurs en février 1993.

Cette mutation n'a pas échappé aux électeurs. Le Parti socialiste a certes bénéficié de la rente institutionnelle que la constitution de 1958 offre aux partis de gouvernement grâce aux modes de scrutin majoritaire. L'électorat les consacre et les rejette tour à tour.

Ainsi en fut-il du Parti socialiste, défait en 1986, 1993, 2002, 2007 et 2017 mais ayant bénéficié longtemps d'un « effet essuie-glace », c'est-à-dire du rejet de la droite à son profit, en 1988, 1997 et 2012. Mais cette « rente institutionnelle » bien anticipée par François Mitterrand dans les années 1980, ne pouvait, à la longue, que s'éroder. Elle a disparu en 2017 où le candidat socialiste s'est trouvé relégué au cinquième rang du premier tour de l'élection présidentielle.

L'effet essuie-glace ne peut plus jouer à nouveau. L'élection de 2017 a ainsi clos « le cycle d'Epinay ». Elle a mis au pouvoir non pas un parti de droite traditionnelle mais un parti qui se veut de rassemblement, à la fois

de droite et de gauche. Le président, Emmanuel Macron, procède de la gauche, en tout cas du choix de François Hollande, mais il a pris la mesure de l'usure du système tel que le traduisaient à la fois la montée des extrêmes et l'augmentation constante de l'abstention depuis vingt ans. Si « La République en marche » trouve l'adhésion durable du pays ou du moins d'une majorité relative en son sein, il n'y a pas d'espace pour le Parti socialiste tel qu'il est devenu, c'est-à-dire un « parti de système ». Ses choix européens ou plutôt européistes ne lui permettent pas, selon moi, de se distinguer de LREM. « La France Insoumise » dessine, elle, une alternative en pointillés mais elle est loin de constituer un parti de gouvernement. Elle reste un parti essentiellement tribunicien. C'est pourquoi, il me paraît probable que le Parti socialiste, sans cesser d'être un parti de gouvernement, doit revoir fondamentalement son équation européenne. C'est seulement ainsi qu'il pourra cesser d'apparaître comme un « parti de système », ouvrir un horizon et redevenir crédible et surtout désirable aux yeux des électeurs. Ce nouvel Epinay prendra du temps mais c'est, selon moi, la seule voie possible à moyen et long terme.

L'élan du coeur

Je n'oublie évidemment pas l'héritage des valeurs morales et sociales qui nous a réunis et qui nous unit toujours mais la République passe avant une idée du socialisme devenue évanescence dans l'esprit public. Il faut repartir de l'intérêt général du pays. Cette notion d'intérêt général est au cœur de la République. On ne pourra reconstruire que sur cette base. Toute nouvelle refondation – ce que j'appelle « un nouvel Epinay » – implique donc non seulement une critique de la dérive néo-libérale mais une vigoureuse réforme intellectuelle et morale, à laquelle un ressourcement dans la pensée de Jaurès apporterait beaucoup et notamment la compréhension du lien qui unit le socialisme et la République dans une conception de l'Europe revisitée à la lumière du lien qui unit la nation et la démocratie.

Bien sûr, une réforme intellectuelle et morale implique aussi cette chaleur humaine qu'a su apporter, à la gauche, Pierre Mauroy et qui reste inscrite dans la mémoire populaire et aussi - faut-il le dire ? - dans la mienne. Aucune grande entreprise humaine ne peut réussir si elle n'est pas portée par l'élan du cœur. « Ouvrier », nous a rappelé Pierre Mauroy, « n'est pas un gros mot ». Avec lui, la fraternité n'était pas seulement un mot dans la devise de la République. Elle avait un visage.

/ **BRUNO MASURE**

Merci. J'appelle à fin de contrepoint pour apporter des précisions Michel Charzat qui a été l'un des théoriciens du CERES, membre du bureau exécutif du parti en 1975, secrétaire national en 1979. Il a participé au congrès d'Epinay et surtout au fameux congrès de l'Arche en 1991. Je lui laisse la parole pour préciser un certain nombre de choses après l'adresse de Jean-Pierre Chevènement qui été intéressante mais un peu hors de sujet de mon point de vue.

/ **MICHEL CHARZAT**

PIERRE MAUROY, L'HOMME DU RASSEMBLEMENT ET DE LA RÉNOVATION DU SOCIALISME

Je voudrais rappeler à ceux qui ont participé à cette grande aventure, que j'ai commencé à travailler avec Pierre Mauroy en 1971, au lendemain du congrès d'Epinay. J'étais alors l'un des trois permanents du secrétariat national (le deuxième permanent était Roger Fajardie et le troisième Georges Fillioud qui était aussi secrétaire national) – trois permanents, autre temps, autres mœurs – qui travaillaient avec les dix secrétaires nationaux. Nous nous réunissions à douze tous les mercredis, de dix heures du matin à quatre heures de l'après-midi, dans une atmosphère de camaraderie et avec le sentiment d'avancer vers quelque chose de très important, le rassemblement de la gauche et la rénovation du socialisme. C'était une période extraordinaire. Nous formions un groupe novateur qui a été en mesure de poser les jalons de la grande reconquête socialiste à travers le projet « Changer la vie », puis à travers le programme commun de gouvernement de 1972 et surtout par la refondation du socialisme et la reconquête des couches populaires.

Grand dirigeant socialiste et grand dirigeant syndical

En quatre ans, tout ce qui a produit 1981 et la suite fut initié par ce groupe (et par bien d'autres). C'est là que j'ai travaillé avec Pierre Mauroy que je connaissais depuis le congrès d'Issy-les-Moulineaux. Pierre Mauroy s'est imposé comme le véritable coordinateur, c'était d'ailleurs son titre. Il aurait pu être Premier secrétaire mais il avait compris – cela a été dit – qu'il valait mieux que François Mitterrand assume la reconquête et le combat présidentiel. Toutefois, il a joué un rôle déterminant dans cette période centrale. Il a en effet assuré l'adaptation et la migration des gros bataillons de la SFIO vers la nouvelle formule politique, d'abord l'union de la gauche, ce qui n'était pas évident pour un certain nombre d'amis de Pierre Mauroy et de Gaston Defferre mais également l'ouverture à d'autres couches sociales et à d'autres traditions.

Il le fit avec beaucoup de détermination car il était partisan de la rénovation et de la modernisation de la pensée socialiste et de l'unité. Il n'a pas eu à se contorsionner. Il a appliqué avec François Mitterrand ce qu'il croyait indispensable. En même temps, il devait assurer le maintien de ce qui faisait la force de la SFIO, à savoir son ancrage populaire et une certaine tradition ouvrière. Je me souviens qu'il devait batailler parfois contre certains nouveaux arrivants, je pense aux conventionnels qui voulaient faire table rase non seulement du personnel de la Cité Maiesherbes mais également des traditions ouvrières populaires qui les choquaient quelque peu car ils n'étaient pas de ce monde-là. Il a réussi la synthèse, il a provoqué l'amalgame et l'a garanti. François Mitterrand a joué un rôle déterminant mais il n'aurait pas pu, lui qui ne travaillait pas toute la journée à la gestion du parti – ce qui ne l'intéressait pas trop d'ailleurs – assurer l'amalgame et la propulsion d'une dynamique qui fut celle d'Epinay. Si Pierre Mauroy a réussi cette synthèse, c'est parce qu'il était lui-même profondément ancré dans la grande tradition socialiste, celle de la SFIO de 1905.

Je vous rappelle que trois branches incarnaient le sigle SFIO : la première flèche, la branche politique ; la deuxième, la branche syndicale, le

mouvement social; la troisième, le mouvement coopératif ou associatif. Pierre Mauroy était porteur de cette logique qui était beaucoup plus large que la logique guédiste qui entendait tout subordonner à la politique. Il était bien sûr un homme de parti, animé de la passion du parti. Très vite responsable des Jeunesses socialistes, il a été pendant huit ans le dauphin de Guy Mollet après avoir été trahi par lui qui lui a préféré Alain Savary au congrès d'Issy-les-Moulineaux. S'il était un grand dirigeant socialiste, il était en même temps un grand dirigeant syndical. Il aurait pu succéder à Forestier à la tête de la Fédération de l'Education nationale (FEN) et accéder à la plus haute responsabilité syndicale dans le monde de l'éducation mais il a refusé.

Retrouver le sens de la réflexion idéologique

Enfin il a fondé la fédération Léo Lagrange qui était un mouvement d'éducation populaire formidable qui a eu une grande importance dans la vie des années 50, 60 et 70. Cette capacité à conjuguer l'action d'en haut, l'action politique avec l'action d'en bas lui a permis de faire la synthèse entre la première gauche et la deuxième gauche et ainsi d'ouvrir le parti au PSU, à Jacques Delors, au syndicat CFDT, aux chrétiens auxquels je pense que Pierre Mauroy avait la volonté ferme de tendre la main.

Si j'ai rappelé ces considérations qui nous ramènent au lendemain d'Epinay, c'est pour en venir au sujet qui m'est dévolu, à savoir la présentation du congrès de l'Arche que je vais resituer dans la petite séquence historique qui le précède. Pierre Mauroy est devenu Premier secrétaire du PS en 1988, au terme d'une séquence qui vit la défaite de la gauche aux législatives de 1986, une défaite certes très honorable mais néanmoins une défaite, suivie d'une cohabitation qui rendait la situation très difficile. La situation l'était d'autant plus pour le Parti socialiste qu'une compétition s'était ouverte entre Laurent Fabius, le Premier ministre et Lionel Jospin, le Premier secrétaire, pour savoir qui conduirait la campagne des législatives. La « famille Mitterrand » a commencé à se déchirer en 1986, ce qui va avoir des conséquences très importantes sur l'équilibre du

Parti socialiste puis sur son existence qui va devenir de plus en plus chaotique. Pierre Mauroy, en 1986, s'est retiré sur l'Aventin et est devenu président des élus socialistes. Il est retourné à Lille et il a observé.

Il avait été très proche de Michel Rocard au congrès de Metz, mais il a toujours maintenu un lien de confiance avec François Mitterrand qui le lui rendait bien et il a joué un rôle très important pour qu'il soit le candidat des socialistes en 1988. Le 11 mai 1988, c'est la victoire de François Mitterrand. Michel Rocard devient Premier ministre. Qui, dès lors, pour accéder à la tête du Parti socialiste ? Pour François Mitterrand, c'était Laurent Fabius qui avait vocation à prendre en charge le Parti. Et là, pour la deuxième fois, Pierre Mauroy a manifesté son indépendance. Il a présenté sa candidature contre Laurent Fabius au sein du courant AB (en gros A : les mitterrandistes, B les mauroyistes). Il l'a emporté lors de l'assemblée générale du courant AB par, si ma mémoire est bonne, 63 voix contre 54. C'était, à l'évidence, un camouflet infligé à François Mitterrand. Pierre Mauroy considérait à tort ou à raison - mais plutôt à raison selon moi - que la candidature de Laurent Fabius n'était pas de nature à rassembler et à dynamiser le Parti socialiste. Pierre Mauroy va alors prendre la direction du PS dans le contexte de l'ouverture vers le centre droit, ce qui va désarçonner le parti et le mettre en porte à faux. Le parti est un peu minoré. Les élus, les députés et surtout les ministres de l'ouverture jouent un rôle important, occupant des positions et des portefeuilles ministériels théoriquement dévolus aux socialistes.

Le Parti socialiste commence à vivre mal cette période de cohabitation. Pierre Mauroy doit tenir compte de sa balkanisation. Il met en place une direction collégiale composée des représentants des grands courants, notamment Marcel Debarge pour les fabusiens et Gérard Lindeperg que je salue, pour les rocardiens. Malgré leur bonne volonté – et ils en avaient ! – ils devaient gérer un parti au sein duquel les militants pensaient plus à défendre et à promouvoir leur champion qu'à faire vivre le parti. Ce parti balkanisé est d'autant plus paralysé que la compétition permanente entre

Laurent Fabius et Lionel Jospin va se développer et connaître son point culminant avec le congrès de Rennes en mars 1990. Je ne vais pas raconter ce congrès qui a échappé à tout contrôle. Lionel Jospin a refusé même l'accord que Laurent Fabius avait finalement accepté sous les injonctions de François Mitterrand.

Le congrès se termine sans la moindre conclusion et ce n'est que le mercredi suivant qu'une synthèse générale intervient. Pierre Mauroy reste à la tête du Parti mais les tensions entre les trois pôles du pouvoir : le pôle élyséen (François Mitterrand), le pôle du parti, (Pierre Mauroy) et le pôle gouvernemental (Michel Rocard) s'exacerbent. J'ai retrouvé une déclaration du 17 avril 1991 de Pierre Mauroy devant le bureau exécutif où, n'en pouvant plus d'être ballotté et mis à l'écart en quelque sorte, il a poussé, excusez-moi de l'expression « un coup de gueule » devant le bureau exécutif en ces termes : « *J'ai besoin de savoir où on veut mener le parti. Il ne mérite pas d'être aussi maltraité. Le retrait de la réforme du mode de scrutin signifie-t-il un changement du mode de direction ? Je suis garant du rassemblement à gauche mais pour engager une discussion sérieuse avec le Parti communiste, il faut que les trois pôles soient d'accord, c'est à dire que l'Elysée et Matignon ne fassent pas obstacle au Premier secrétaire.* » Il était alors sur le point de démissionner mais il y eut le congrès de l'Arche.

Permettez-moi de m'impliquer plus directement dans ce récit. Au lendemain du congrès de Rennes, il avait été décidé d'organiser un congrès idéologique portant élaboration d'un nouveau projet qui devait être bâti en association avec toutes les forces vives du pays. Le PS avait effectivement besoin d'un véritable débat idéologique compte tenu des débats délétères qui polluaient tout. Il fallait retrouver le sens de la réflexion idéologique pour, je cite Pierre Mauroy, « *redéfinir l'identité socialiste en cette fin de siècle* ». De ce point de vue, deux réflexions furent conduites conjointement : la révision des statuts et l'élaboration d'un nouveau projet qui s'appelait « *Un nouvel horizon pour la France de l'an 2000* ». La préparation de ce projet m'avait été confiée par le

congrès de Rennes. Je me suis donc mis au travail dès le printemps 1990 avec le plein accord et le soutien constant de Pierre Mauroy. J'étais au CERES à l'époque et j'avais été désigné pour succéder à Jean-Pierre Chevènement qui avait la spécialité de l'élaboration des projets. Dès le début, Pierre Mauroy m'a donné carte blanche et nous avons travaillé dans la plus totale harmonie et dans l'indifférence totale de tous les dirigeants socialistes, des ministres,... à l'exception de Michel Rocard.

Ce congrès va se dérouler au terme d'un long processus d'un an et demi. Nous avons d'abord innové dans la méthode. Plutôt que d'élaborer un projet clés en main, nous l'avons bâti sur la base d'une écoute des acteurs de la vie intellectuelle et économique du pays. Nous avons ainsi auditionné deux-cent cinquante personnalités pendant six à huit mois. Puis nous sommes allés à la rencontre des Français dont nous avons fait remonter la colère, les craintes et les aspirations par des questionnaires qui furent largement portés dans le pays. Nous avons rassemblé au terme de mille rencontres et de mille synthèses locales et départementales un formidable matériau. En posant des questions très directes, on s'aperçoit qu'à cette époque déjà la crise du politique et la méfiance à l'égard des politiques est forte !

Le congrès de l'Arche : un petit miracle

Enfin, à partir du printemps 1991, nous avons commencé à élaborer le projet à l'issue d'un certain nombre de réunions et séminaires (l'un à Joué-les-Tours, l'autre à la Maison de l'Amérique Latine) avec le gouvernement. Tout ceci prit bonne tournure et à l'issue de cette réflexion, un projet a été présenté à la rentrée de septembre 1991 lors d'une réunion commune au gouvernement et à la direction socialiste. Le texte a été approuvé très largement. Je ne sais par quel miracle la presse avait eu connaissance de ce texte de deux cents pages ! L'écho, notamment dans *Le Monde*, avait été très favorable. Les dirigeants socialistes qui ne s'étaient pas intéressés à ce travail, ont jugé ce texte remarquable. L'affaire était gagnée. Le congrès, réunissant deux mille

délégués, s'est déroulé du 13 au 15 décembre 1991 dans d'excellentes conditions, sans enjeux de pouvoir et dans une atmosphère extrêmement apaisée. Le texte a été adopté par 82 % des voix avec deux amendements alternatifs : l'un déposé par Jean-Pierre Chevènement (12 % des suffrages) et l'autre par Jean-Luc Mélenchon (6%). J'avais rompu avec Jean-Pierre Chevènement après la guerre du Golfe.

Ce congrès de l'Arche fut un petit miracle, où les socialistes se sont parlé et ont dialogué en pleine harmonie. Ils ont adopté un texte novateur, renouvelant profondément le logiciel socialiste, mettant l'accent sur la rupture avec un marxisme sclérosé et la volonté de préparer le nouveau monde qui arrivait après l'effondrement du bloc soviétique et l'émergence des nouvelles technologies. Tout ceci était pris en compte. En un mot, l'idée centrale qui sous-tendait ce renouvellement du socialisme reposait sur la capacité d'« invention démocratique » d'une société dans laquelle les citoyens prenaient en charge leur avenir, en étant capables d'intervenir non seulement pendant l'élection mais avant et après un processus qui faisait émerger des contre-pouvoirs. C'était une volonté radicale de retrouver à la fois les bases initiales de la démocratie grecque et la tradition républicaine. Nous voulions accomplir cette synthèse par le socialisme.

Après le congrès qui lui donna une grande satisfaction, Pierre Mauroy fut ovationné. J'ai vécu moi-même un grand moment lorsque j'ai présenté le rapport de la Commission nationale. A la fin du congrès, la salle s'est levée et a applaudi pendant quatre minutes les socialistes capables de parler d'autre chose que d'élus et de clans. Je me souviens que, quand je suis retourné à mon banc, Gérard Fuchs, qui était secrétaire national, m'a dit « *des moments comme celui-là, il est bien d'en vivre une fois dans sa vie* ».

Un départ avec panache

Ce fut un événement important mais le soufflé est retombé aussitôt. Le grand espoir qu'on pouvait avoir dans la capacité des socialistes de

s'emparer de ce projet, ou en tout cas d'une nouvelle méthode socialiste, a été abandonné très rapidement. Le 18 décembre, Pierre Mauroy a voulu réunir le bureau exécutif pour donner un prolongement mais il s'est aperçu très vite que les méfiances et les luttes d'influence reprenaient de plus belle. Il a décidé de démissionner en mettant en place un dispositif susceptible de rassembler et de stabiliser le pouvoir socialiste. Il a passé le flambeau à Laurent Fabius qui voulait cette responsabilité, et il a estimé que Michel Rocard était le mieux placé pour être le candidat des socialistes lors de la prochaine élection présidentielle. En même temps il a voulu mettre en place une nouvelle équipe qui a réuni Jean-Christophe Cambadélis, Jean-Marc Ayrault et moi-même, nous disant qu'il nous appartenait de prendre désormais la suite pour conduire la rénovation des socialistes. Pierre Mauroy est parti avec beaucoup de panache en mettant en place ce dispositif qui va éclater. Mais il aura été jusqu'au bout l'homme du rassemblement et de la rénovation du socialisme.

BRUNO MASURE

La parole est à Bernard Derosier qui est le co-président de l'Institut Pierre Mauroy.

BERNARD DEROSIER

DANS LE NORD, PIERRE MAUROY OU L'IMAGE D'UN RASSEMBLEUR SANS RELÂCHE DES SOCIALISTES

Il est impossible de parler de Pierre Mauroy et du Parti socialiste dans le Nord sans évoquer son action nationale. Celle-ci est bien connue par beaucoup d'entre vous. Or, il n'y aurait pas eu d'action nationale si le Nord n'avait pas constitué la base de son engagement. Car, assurément, le Nord aura été pour beaucoup dans la relation de Pierre Mauroy avec le Parti socialiste, dans la passion qu'il lui a portée.

Loin du Nord et de ses racines

Le Nord, ce sont ses racines, celles de sa famille. Il en parle très bien dans son premier livre, « Héritiers de l'Avenir » publié en 1977 et dans ses Mémoires, sous titrés « Vous mettez du bleu au ciel » en 2003. Or, ses racines expliquent son engagement. Le village d'Haussey, 2 700 habitants, où il passe une partie de son enfance, est un village ouvrier qui, dans la logique du Front Populaire de 1936, élit une municipalité socialiste qui dénommera une des rues de la commune, rue Jean Jaurès. Pierre Mauroy a alors huit ans. Dans cette même période, il est impressionné par la personnalité de Léo Lagrange, élu député du Nord, de l'Avesnois, qui

vient dans son école que dirigeait son père. Tout cela l'amène, à la Libération en 1945, à adhérer au groupe des Jeunesses socialistes de Cambrai. Il a alors dix-sept ans. Il devient rapidement secrétaire de ce groupe d'une centaine de membres.

La dimension nationale de Pierre Mauroy a commencé en 1947, au congrès du MJS, à Montrouge. Devant la crise qui secoue le MJS, (les trotskistes l'ont noyauté), les fédérations du Nord et du Pas-de-Calais, dans une Conférence nationale qui se tient à Roubaix en septembre 1949, reprennent en main la direction du MJS. Pierre Mauroy est élu secrétaire à la propagande puis secrétaire national un an plus tard, en 1950. C'est là qu'il rencontre Guy Mollet et qu'il va commencer à le connaître.

Sa vie professionnelle, ses responsabilités nationales, syndicales, la Fédération Léo Lagrange qu'il crée pour mieux s'adresser aux jeunes, tout cela le tient éloigné du Nord pendant toutes les années 50 et le début des années 60. C'est la période qu'il jugera la plus pénible pour lui : « *J'étais loin du Nord, dans une section de la région parisienne* ». Ses responsabilités syndicales, à la FEN et au SNETAA, ont été inspirées par sa rencontre avec le syndicalisme de masse dans le Nord. La création de la Fédération Léo Lagrange va le ramener à Léo Lagrange qui l'a impressionné dans son enfance. Le Club de Cambrai est l'un des premiers clubs créés en France. En 1963, au congrès d'Issy-les-Moulineaux, la SFIO décide d'engager un processus de rénovation. Pierre Mauroy rentre au Bureau national. L'élection présidentielle de 1965 se profile. C'est la première au suffrage universel. Monsieur X. apparaît dans le paysage politique. Il s'agit de Gaston Defferre.

L'engagement aux côtés de François Mitterrand

Un congrès extraordinaire, en février 1964, est réuni sur l'opportunité d'une candidature socialiste. Pierre Mauroy est entré à la Commission administrative fédérale en 1963. La Fédération du Nord s'oppose, le 27 mai 1965, à la fusion de la SFIO dans une grande fédération allant jusqu'au MRP, les centristes d'alors. Cela a pour conséquence le retrait

de la candidature de Gaston Defferre. La place est libre pour François Mitterrand avec qui est créée, en septembre 1965, la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste (FGDS).

Le 8 septembre 1965, le comité directeur de la SFIO encourage la candidature de François Mitterrand. Ces événements vont entraîner un retour de Pierre Mauroy dans le Nord et son engagement aux côtés de François Mitterrand pour les trente années qui vont suivre. Il est délégué départemental de François Mitterrand pour le Nord. A ce titre, il organise une conférence de presse du candidat, à Lille, le 28 octobre 1965 et fait le voyage retour vers Paris, en train, avec lui. C'est là que va débuter une série de discussions entre les deux hommes qui va aboutir au congrès d'Epinay en 1971 et tout ce qui s'en est suivi. Une réunion publique organisée par Pierre Mauroy et la Fédération du Nord, le 28 novembre 1965, rassemble 10 000 personnes.

A partir du résultat de l'élection présidentielle (De Gaulle mis en ballottage par François Mitterrand), le processus de modernisation du parti va s'accélérer et Pierre Mauroy y joue un rôle déterminant, entraînant la fédération du Nord, malgré de sérieuses réticences. Pierre Mauroy est candidat dans une circonscription du Nord aux élections législatives de mars 1967. Bien qu'arrivé derrière le candidat communiste au premier tour, la direction du Parti Communiste Français, son secrétaire général Waldeck-Rochet, décident de retirer leur candidat pour le deuxième tour et de soutenir Pierre Mauroy compte tenu du rôle qu'il joue dans les relations entre les deux partis.

Mais le maintien du candidat socialiste dans une circonscription voisine, arrivé lui aussi derrière le candidat communiste, et cela malgré la décision de désistement prise par le Parti socialiste, amène Pierre Mauroy à renoncer et à faire le tour des bureaux de vote, la veille du deuxième tour, pour y retirer les bulletins à son nom qui s'y trouvent. Sa « non-élection » va conduire Pierre Mauroy à s'investir davantage dans le Nord. Au congrès fédéral de juin 1967, il exhorte les socialistes du Nord à tout faire pour aboutir rapidement à la création d'un grand parti démocrate-socialiste.

Porte-parole des aspirations d'un nouveau Nord

Augustin Laurent, jusqu'alors secrétaire général de la fédération du Nord, se retire de ces fonctions, maire de Lille, président du Conseil général du Nord, il doit installer la Communauté urbaine de Lille, le 1er janvier 1968. C'est alors une direction tricéphale qui va diriger le parti dans le Nord : Pierre Mauroy, Arthur Notebart, René Debesson. Ce dernier, professeur de mathématiques en retraite, qui fut maire de Tourcoing, joue un rôle important dans le passage de la SFIO au Parti socialiste d'Épinay. Bien qu'appartenant à « l'ancienne génération » il soutient Pierre Mauroy et ceux qui l'accompagnent dans la modernisation du Parti dans le Nord et, cela, contre l'avis des « caciques ». Pierre Mauroy est élu conseiller général du canton de Le Cateau. Il devient aussitôt vice-président et organise, à chaque session, deux fois par an, un débat sur la situation économique du Nord. Cela permet en fait aux socialistes de porter la critique de la politique des gouvernements de droite sous De Gaulle puis Pompidou. Pierre Mauroy devient le porte-parole des aspirations d'un nouveau Nord.

La démission de Charles De Gaulle en 1969 oblige à une élection présidentielle. François Mitterrand ne souhaite pas être candidat. Réuni pour la première fois, rue Watteau, le congrès de la fédération du Nord, le 3 mai 1969, apporte son soutien à Gaston Defferre par 432 mandats contre 66 à Alain Savary. Au congrès d'Alfortville, le lendemain, Pierre Mauroy doit affronter Arthur Notebart et, en sous-main, Guy Mollet puisque François Mitterrand ne veut pas du rassemblement défendu par Pierre Mauroy. Le 1er juin 1969, Gaston Defferre est sévèrement battu. Au congrès d'Issy-les-Moulineaux, en juillet 1969, après toutes les procédures et les péripéties habituelles en pareil cas, Pierre Mauroy est battu d'une voix par Alain Savary pour le poste de Premier secrétaire. A l'issue du congrès fédéral du 14 juin 1970, dans une conférence de presse, Pierre Mauroy déclare : « *Rigueur et clarté s'imposent. Le Parti socialiste n'est pas dans le champ de gravitation du Parti communiste. Il se définit par lui-même* ». Ce discours plait, dans le Nord, où l'affrontement, parfois violent, avec le Parti communiste dure depuis 1920. On

a alors en perspective le « congrès de l'Unité des socialistes », en juin 1971, à Épinay.

Au congrès fédéral du 5 juin 1971, Pierre Mauroy insiste sur la nécessité d'entreprendre réellement la rénovation du Parti Socialiste : « *Au point où nous en sommes, nous n'acceptons pas de prendre le risque de laisser se développer dans l'opinion cette redoutable confusion que les communistes deviennent des socialistes et que les socialistes deviennent des communistes* ». La motion Mauroy-Defferre, parfois appelée « Bouches du Nord », obtient 77 délégués, la motion Mermaz-Pontillon et celle du CERES, 9 chacune, la motion Savary, 7. Au plan national, les résultats sont plus serrés : 34 % pour Savary-Mollet, 30 % pour Mauroy-Defferre, 15 % pour Mermaz-Pontillon (comprenez : Mitterrand-Mauroy), 12 % pour Poperen et 8,5 % pour le CERES.

L'issue du congrès est donc incertaine et c'est Pierre Mauroy qui permet à la synthèse Mitterrand (Mauroy-Defferre-Mermaz-Pontillon-CERES) d'obtenir la majorité : 43 926 voix contre 41 957 au texte Savary-Mollet-Poperen. En effet, une partie des mandats de la fédération du Nord pouvait être portée à l'actif de la motion qui sera, en définitive, minoritaire. Augustin Laurent, dont l'influence dans le Nord était encore très grande, a laissé Pierre Mauroy assumer ses responsabilités de secrétaire fédéral, au grand dam de Guy Mollet qui espérait un soutien d'une partie des nordistes. Cette position scelle davantage encore le destin de Pierre Mauroy dans le Nord et fait de lui le leader incontesté de la fédération.

Député du Nord

C'est donc bien Pierre Mauroy et le Nord qui ont « fait » le congrès d'Épinay et donc le Parti socialiste de 1971 à ce jour. C'est encore le Nord, et Augustin Laurent, qui empêchent Pierre Mauroy de devenir Premier secrétaire à ce congrès de l'unité. En effet, Augustin Laurent devait céder son siège de maire à Pierre Mauroy après les élections municipales de 1971. Pour lui, il était impensable que le maire de Lille soit en même temps le numéro 1 du Parti socialiste. C'est ainsi que François Mitterrand

a pris la tête du Parti socialiste bien qu'il ne le voulait pas et que Pierre Mauroy est devenu numéro 2.

En 1973, Pierre Mauroy est élu député du Nord, dans la circonscription qui avait élu Roger Salengro en 1936. Il devient maire de Lille la même année puis président de Région en 1974. C'est là que Pierre Mauroy va devoir affronter une nouvelle fois Guy Mollet. En effet, au moment de l'installation de la première assemblée régionale, le maire d'Arras souhaite qu'il y ait alternance tous les ans, pour la présidence, entre le Nord et le Pas-de-Calais. Daniel Percheron devenu Premier secrétaire de la fédération voisine réussit à convaincre ses élus régionaux que Pierre Mauroy est le premier des socialistes pour l'ensemble de la Région. Pierre Mauroy va alors entraîner les socialistes du Nord sur tous les terrains de lutte. Au congrès fédéral qui précède le congrès de Nantes de juin 1977, Pierre Mauroy propose une synthèse avec le CERES, qui l'accepte bien qu'il ait quitté la majorité au congrès de Pau en 1975. Cette position du Nord est refusée par François Mitterrand : « *Il ne peut y avoir deux lignes politiques* ». Quand le Parti communiste rompt les discussions sur l'actualisation du programme commun de gouvernement, dans la nuit du 22 au 23 septembre 1977, la fédération du Nord, sur incitation de Pierre Mauroy, demande solennellement de reprendre les négociations.

Michel Rocard va se poser en concurrent de François Mitterrand et au congrès de Metz, en 1979, sept motions s'affrontent. Dans le Nord, Pierre Mauroy arrive en tête avec 40 % des mandats, 33,67 % pour François Mitterrand soutenu par Arthur Notebart et Augustin Laurent, 9,6 % pour Michel Rocard. Pour Pierre Mauroy, « la ligne claire, c'est la synthèse ». Il n'en est rien et Pierre Mauroy et ses amis sont dans la minorité du Parti. Pierre Mauroy n'est plus Premier secrétaire de la Fédération du Nord mais porte-parole : une modification des statuts interdit à un parlementaire d'exercer cette responsabilité. Une convention fédérale, le 6 janvier 1980, adopte le nouveau projet socialiste par 6309 voix contre 244 et 1865 abstentions. Pierre Mauroy demande alors la tenue d'une convention nationale ayant pouvoir de congrès et que soit désigné avant

le 15 juin 1980 le candidat à la Présidence de la République afin de mettre fin aux divisions dangereuses actuelles. Sa demande n'est pas retenue. Des supputations se font jour quant à une candidature de François Mitterrand. Des noms sont évoqués, notamment celui de Pierre Joxe, ce qui amène Pierre Mauroy à se prononcer en faveur de Michel Rocard.

La modernisation de Lille

Mais François Mitterrand annonce sa candidature le 8 novembre 1980, candidature approuvée par la fédération du Nord, le 17 janvier 1981, par 87 % des mandats. François Mitterrand demande à Pierre Mauroy de diriger sa campagne. Le scénario retenu secrètement par les deux hommes conduit Pierre Mauroy à devenir Premier ministre au lendemain du 10 mai 1981. Cette nouvelle responsabilité a pour conséquence d'éloigner Pierre Mauroy de la vie quotidienne du Parti socialiste dans le Nord. Il abandonne la présidence de la Région, conserve la mairie de Lille et garde un œil attentif sur les activités de la fédération du Nord. En 1986, il contribue activement à la conservation de la Région par la Gauche. En avril 1987, il accueille à Lille le congrès national du Parti socialiste. Après la réélection de François Mitterrand, en mai 1988, Pierre Mauroy est élu Premier secrétaire du Parti contre Laurent Fabius, les mitterrandistes s'étant divisés. Cette rivalité interne entre Lionel Jospin et Laurent Fabius amène Pierre Mauroy, au congrès de Rennes en mars 1990, à ne signer aucune motion et à déclarer : « *Moi, mon courant c'est le parti* ».

L'échec cuisant des socialistes aux élections législatives de 1993 conduit la fédération du Nord à demander la réunion d'Etats généraux des socialistes. Leur préparation réunira à Lille 500 délégués, 100 sympathisants. Le Parti communiste, les Verts, la Fédération de l'Education Nationale, la Ligue des Droits de l'Homme, la FCPE (Parents d'Elèves), l'UNEFID, le Secours Populaire sont représentés et donnent à cette manifestation une image d'ouverture et de détermination. Au congrès du Bourget, en octobre 1993, la motion Rocard-Jospin-Fabius obtenait 88 % des mandats dans le Nord. Michel Rocard devient Premier secrétaire du Parti.

Au cours des vingt années qui vont suivre, Pierre Mauroy exerce des responsabilités importantes : Président de l'Internationale socialiste, président de la Fédération mondiale des villes jumelées, président de la fondation Jean Jaurès. Dans le même temps, il se consacre à la modernisation de Lille où il s'emploie à défendre la candidature de sa ville à l'accueil des Jeux Olympiques. Il se bat pour que le TGV s'arrête à Lille avant de filer vers Londres, Amsterdam ou Bruxelles. Il obtient de l'Union européenne que Lille soit capitale européenne de la Culture. Il donne à la métropole nordiste, en présidant la Communauté urbaine, une dimension internationale et un rôle essentiel dans l'aménagement du territoire qu'elle couvre. Il ne néglige pas la fédération du Nord et cela, notamment, au moment du référendum sur le traité constitutionnel européen, en 2005. Le Premier secrétaire fédéral, Marc Dolez, défend le « non » à ce traité. Pierre Mauroy organise la défense du « oui ». Cela se conclut par le remplacement de Marc Dolez par Gilles Pargneaux, sur proposition de Pierre Mauroy, au congrès fédéral de Lomme.

Durant toute sa vie militante, Pierre Mauroy a défendu sans relâche le rassemblement : celui des socialistes, celui de la gauche, et même au-delà... Cette position constante, il l'a tenue entre son adhésion au MJS, en 1945 et la fin de sa vie en juin 2013. Cette volonté est la conséquence de son attachement sans faille à son parti, une véritable passion. Dans le Nord, en particulier, c'est l'image que l'on conserve de lui.

BRUNO MASURE

On pourra revenir sur certains points. J'appelle au micro Michèle André. Je voulais vous faire remarquer que ce colloque est extrêmement paritaire : il y a eu pour l'instant cinq hommes qui se sont exprimés ; on est tenu par la loi de laisser s'exprimer une femme, c'est comme ça. On lui donne trente secondes, parce qu'on est en retard. Je rappelle que Michèle André a été secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à l'égalité des chances hommes/femmes sous Rocard II.

MICHÈLE ANDRE

PIERRE MAUROY : UN PREMIER SECRÉTAIRE CONVAINCU DE LA NÉCESSITÉ DE L'ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES

Chers amis,

Je veux juste apporter un témoignage.

Lors du colloque de l'an dernier auquel j'avais assisté avait été abordée la façon amicale dont Pierre Mauroy se comportait dans les fédérations, dans la mienne notamment, celle du Puy-de Dôme, loin de votre Nord-Pas-de-Calais. J'avais expliqué alors combien je m'étais sentie en confiance amicale avec lui.

Un vrai soutien

Lorsque j'ai été nommée secrétaire d'Etat aux Droits des Femmes dans le gouvernement de Michel Rocard en juin 1988, Pierre Mauroy était Premier secrétaire du PS. Je n'étais pas parlementaire, je n'étais pas parisienne, je n'étais pas énarque et je n'avais pas conscience, heureusement pour moi, de tous les problèmes que j'allais rencontrer: la lutte pour avoir un bureau pour installer ses équipes, la lutte pour avoir

un budget, parce que, en 1986, la droite avait réduit le budget du ministère et les luttes diverses et variées pour pouvoir mener une politique publique à l'égard des femmes et pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Sur ce point, je disposais de tous les codes puisque j'avais été déléguée régionale de ce ministère.

Mais je n'avais pas réalisé que celle qui m'avait aidée à faire ce chemin, Yvette Roudy, était hostile à ce que je représentais, sans doute trop rocardienne à ses yeux et surtout, peut-être, trop ministre à sa place. D'ailleurs, pour la petite histoire, François Mitterrand avait dit à Michel Rocard lorsque j'ai été nommée : « *j'espère qu'elle a du caractère et qu'elle a une bonne santé parce qu'elle va avoir affaire avec l'ancienne ministre des droits des femmes* ». C'est ce qui s'est produit !

Dans ce contexte difficile, je veux dire combien Pierre Mauroy a été un vrai soutien pour moi. J'avais, certes, celui du président de la République, François Mitterrand, avec lequel je me suis bien entendue bien que rocardienne estampillée ; j'avais le soutien de Michel Rocard à défaut d'avoir celui de ses équipes qui étaient un peu traditionnelles si on pense à Jean-Claude Petitdemange ou d'autres pour qui l'égalité entre les femmes et les hommes n'était pas un sujet important.

J'ai toujours eu le soutien de Pierre Mauroy parce qu'il était convaincu de la nécessité de l'égalité entre les sexes qu'il avait soutenue de toutes ses forces lors de la convention de 1977 qui avait pour objet de construire les grandes politiques publiques que nous sommes encore en train d'exécuter d'ailleurs ou que nous tentons encore de sauver par-ci, par-là. Il a toujours été présent, notamment lorsqu'un jour de lassitude profonde je suis allée lui dire que je n'en pouvais plus de ma camarade Yvette. Il m'a dit : « *toi aussi ?* ». « *Oui* », lui ai-je répondu.

Une dernière anecdote. J'avais été invitée à faire une émission à la télévision avec un homme redoutable qui s'appelait François de Closet ; un pédagogue qui donnait cependant l'impression qu'il fallait aller à ses émissions pour dire ce qu'il avait envie d'entendre et non pour développer nos arguments. Je devais intervenir sur la présence des

femmes aux élections municipales et sur la nécessité qu'elles soient plus nombreuses dans les conseils municipaux. Plusieurs grands patrons de partis politiques étaient présents, notamment Pierre Mauroy pour le parti socialiste, Alain Juppé pour le RPR et Georges Marchais pour le parti communiste.

Un petit clin d'œil d'amitié et d'affection pour toujours

J'avais apporté un document sur papier Moulin Richard de Bas, le plus beau papier qu'on puisse apporter d'Auvergne pour impressionner ses interlocuteurs et j'avais rédigé une sorte de protocole que j'ai demandé solennellement à chacun de signer à la télévision. J'ai connu un moment magique parce que Pierre Mauroy a pris ce document et il a dit : « *avec tout mon soutien, ma chère Michèle, vraiment, avec tout mon soutien* » et il a signé. Le fait que Pierre Mauroy ait signé de cette façon le document a initié une dynamique et ouvert les voies, avec l'appui de François Mitterrand, à l'adoption de dispositions permettant une meilleure représentation des femmes dans les assemblées élues.

Je voulais dire un grand merci à cet homme-là dont j'ai été la voisine de bureau au Sénat et avec qui j'ai passé de si bons moments ; je me souviens que lorsque j'ai appris son décès, j'étais dans le sud de la France, en mission de contrôle préfectoral. J'ai eu beaucoup de chagrin car il avait dit ces mots qui m'émeuvent encore : « *pour moi la mort c'est comme si on rentre dans des vagues* ». Et ce soir-là, j'ai pris l'avion pour rentrer à Clermont-Ferrand. Nous étions en juin, un fort vent soufflait et au bord de la piste il y avait de grandes herbes qui faisaient comme des vagues. J'ai eu l'impression qu'il m'envoyait un petit clin d'œil d'amitié et d'affection pour toujours.

/ BRUNO MASURE

Prenez exemple sur une femme qui fait montre de concision. C'est très bien. De même que statutairement nous sommes contraints de donner

la parole aux femmes, de même nous sommes contraints de donner la parole aux rocardiens. J'appelle donc Gérard Lindeperg qui a été numéro 2 du PS entre 1992 et 1993.

/ GÉRARD LINDEPERG

PIERRE MAUROY ET MICHEL ROCARD : UNE AMITIÉ ET UNE MÊME VISION DU SOCIALISME

La période qui va de mai 1988 à janvier 1992 est riche à plus d'un titre car, pour la première et unique fois, elle place au sommet des responsabilités les trois principaux leaders socialistes : François Mitterrand est à l'Élysée, Michel Rocard à Matignon et Pierre Mauroy à la tête du Parti socialiste.

Dans ses Portraits souvenirs publiés en 2012, Alain Duhamel écrit : « *Pierre Mauroy était devenu le pivot central, ami de François Mitterrand mais allié de Michel Rocard, une prouesse que personne d'autre n'est jamais parvenu à accomplir.* » Je rejoins Alain Duhamel pour la prouesse, mais j'aurais tendance à inverser les termes de la première affirmation qui deviendraient : ami de Michel Rocard et allié de François Mitterrand.

Des choix partagés, deux visions du PS

C'est d'ailleurs ce que Pierre Mauroy confirme dans ses Mémoires : « *Je n'avais pas l'intention de faire un choix d'homme au sein du Parti socialiste. Ma fidélité et mon affection allaient à François Mitterrand, unis que nous étions par de longues années de travail et un projet*

commun. L'âge, les idées, l'amitié me rapprochaient aussi de Michel Rocard. »

C'est bien le mot « amitié » qui est choisi par Pierre Mauroy pour son lien avec Michel Rocard. Et lorsqu'il parlait de Pierre Mauroy, j'ai souvent entendu Michel Rocard utiliser toujours les mêmes trois mots : droiture, loyauté et fidélité en amitié. Pierre Mauroy admirait la stature politique et l'art stratégique de l'un tandis qu'il partageait la vision du socialisme de l'autre, un socialisme nourri par une tradition militante qui plongeait ses racines dans la social-démocratie européenne. Depuis les années 1950, ils partagent en effet les choix européens de l'Internationale socialiste, affirment la même volonté décentralisatrice et pratiquent l'ouverture à la société civile. Ils se sentent profondément sociaux-démocrates à des moments où ce terme n'est pas en odeur de sainteté ni à la SFIO ni au nouveau Parti socialiste.

Dans les années 1956-1958, ils marquent leurs désaccords avec la politique algérienne de Guy Mollet mais, on le sait, ils vont faire des choix différents. Michel Rocard pense qu'il faut construire une force nouvelle : ce sera le PSA puis le PSU. Pierre Mauroy ne choisit pas la table rase et décide de moderniser la vieille maison. Certes, le PSU a apporté des idées nouvelles, mobilisé des couches sociales jusqu'ici éloignées des idées socialistes et arrimé à la gauche beaucoup d'électeurs catholiques, ce n'est pas rien. Mais le choix qu'a fait Pierre Mauroy en 1971 s'est révélé politiquement le plus fécond. Tous deux étaient attachés au Parti socialiste mais avec deux visions différentes : pour Pierre Mauroy, c'est l'unité du parti qui primait tandis que pour Michel Rocard c'était la clarification de son orientation, même si l'unité devait en souffrir. Pierre Mauroy apparaît comme un conciliateur qui rassemble, tandis que Rocard pose les questions qui dérangent.

Je ne veux pas développer davantage les relations Rocard-Mauroy qui couvrent soixante ans de notre histoire (elles pourraient justifier une autre rencontre) et je veux revenir plus directement aux années qui concernent nos débats. A la convention extraordinaire du 20 mai 1988, Pierre

Mauroy ouvre son discours en rappelant les multiples responsabilités qu'il a exercées pendant sa longue carrière et laisse entendre que la direction du parti est pour lui une espèce d'accomplissement longtemps espéré lorsqu'il déclare : « *la responsabilité de Premier secrétaire me comble* ». Mais ce qui devait être un épanouissement se révèle vite un chemin semé d'embûches qui se transforme en véritable cauchemar à Rennes. Pierre Mauroy, profondément unitaire, je dirais presque viscéralement unitaire, va se retrouver à la tête d'un parti qui n'a jamais été autant divisé.

Pour autant, et c'est le point que je veux souligner, le fiasco de Rennes ne doit pas occulter toute la période pendant laquelle Pierre Mauroy dirige le parti. Si on les examine de près, les années 1988 et 1989 sont loin d'être négatives pour le pays et le parti.

Des difficultés venues de l'intérieur du PS

Prenons l'année 1989 : niveau élevé de la croissance, reprise des investissements, forte création d'emplois, rétablissement de l'ISF, mise en œuvre du RMI, fastes réussis du bicentenaire de la Révolution française, G7 réuni à Paris, chute du mur de Berlin le 10 novembre, ouverture d'une perspective pour l'Euro-gauche... A l'intérieur du Parti : création de *Vendredi*, un hebdo de qualité au ton libre, ouverture du Centre Condorcet pour la formation des élus tandis que les premières bases de la Fondation Jean-Jaurès sont posées : deux structures qui demeurent aujourd'hui bien vivantes tandis que tout le reste s'effrite et part à vau l'eau.

En mars 1989, les élections municipales se passent bien : pour la première fois sous la V^{ème} République, nous gagnons les élections locales en dirigeant le pays. Le 23 avril 1989, Laurent Fabius obtient 23,61 % aux élections européennes et vingt-deux sièges, mieux que Lionel Jospin en 1984 et comparable à François Mitterrand en 1979. Bref, non seulement les sondages sont bons mais la bonne image du PS et du gouvernement trouvent leur traduction dans les urnes.

Les causes des difficultés du PS survenues l'année suivante ne sont pas à chercher à l'extérieur, dans le rejet des socialistes par les Français : elles

sont venues de l'intérieur du Parti. Pour comprendre ce moment, il faut rappeler deux éléments : la crise ouverte au cœur du courant majoritaire et les ambiguïtés du gouvernement Rocard nées des promesses présidentielles de La France unie et de la mise en œuvre de l'ouverture. La crise interne ouverte dès 1986 avec la tension Fabius-Jospin à propos de la direction de la campagne des législatives n'a jamais été résorbée. Elle a connu deux moments d'exaspération : l'un, feutré, en mai 1988 avec le vote des membres du comité directeur du courant A qui ont choisi Mauroy au détriment de Fabius ; l'autre, dramatiquement spectaculaire, avec l'affrontement de Rennes en mars 1990 qui a été largement commenté et sur lequel je ne veux pas revenir.

Pour tenter de rétablir le calme dans le parti, Pierre Mauroy avait habilement mis en place une « collégialité » composée d'un représentant de chaque grand courant : Henri Emmanuelli pour Jospin, Marcel Debarge pour Fabius et moi-même pour Rocard. Nul n'ignorait le choix de François Mitterrand en faveur de Laurent Fabius qui fragilisait la légitimité de Pierre Mauroy. L'obsession de Pierre Mauroy était donc de retrouver la confiance de François Mitterrand et de rechercher une synthèse générale au prochain congrès car il ne voulait pas demeurer à la tête d'une fraction du parti.

La deuxième campagne de François Mitterrand avait été engagée par sa *Lettre à tous les Français* et s'était déroulée sous le signe de *La France unie*. Une fois élu, il avait déclaré à Solutré, à la veille des élections législatives, qu'il était malsain qu'un seul parti ait la majorité absolue. Il fut entendu puisque avec 275 députés le PS ne pouvait pas gouverner seul. Michel Rocard prit des contacts avec les centristes mais François Mitterrand refusa une négociation de parti à parti. Il y eut donc une ouverture à minima réduite à des personnalités.

Dans son discours à la convention du 20 mai 1988, à la veille des législatives, Pierre Mauroy se fit un ardent défenseur de l'ouverture : « *Oui nous voulons l'ouverture. Nous y sommes prêts, nous y restons disposés quoi qu'il arrive* ». Et il va plus loin en précisant : « *Même si les électeurs*

nous accordaient une majorité absolue de sièges à l'Assemblée nationale, nous ne voulons pas gouverner seuls. Je prends cet engagement en accord avec François Mitterrand et en accord avec le Premier ministre avec qui j'en ai discuté ». Il ajoute comme à regret : « *faute de pouvoir traiter avec des formations politiques, nous avons accepté de discuter avec des personnalités* ». Mais quatre mois après, à l'occasion des journées parlementaires de septembre 1988, le ton a changé. Il déclare : « *Parlons de rassemblement et laissons de côté l'ouverture et ses péripéties (...). Aux gens du centre qui se sentent proches de la majorité présidentielle de venir la renforcer sans attendre en retour que le PS devienne centriste* ». Bref, une ouverture la plus fermée possible.

Une prise de distance plus dans les discours que dans les actes

Pourquoi ce virage ? Pierre Mauroy doit tenir compte de la sensibilité des militants : la prévention contre Michel Rocard a été longtemps cultivée dans le parti et elle n'a pas disparu. Le premier secrétaire est également sensible aux remontées de la base du parti qui n'a pas toujours compris la campagne sur la France unie et qui continue à vivre sur la nostalgie de l'union de la gauche avec le PCF. Cette union au sommet est morte depuis 1984 mais l'électorat communiste n'est pas mort et la gestion en commun des villes de gauche demeure bien vivante ; elle serait remise en cause par tout ce qui pourrait ressembler à une dérive centriste ou à la résurgence de la troisième force. Le 12 janvier 1989, une déclaration commune PCF-PS permettra de sauver la mise municipale mais n'empêchera pas la fronde communiste au parlement. Nous sommes donc en présence d'un partage des tâches qui ne facilite pas la compréhension de la politique suivie :

- un président fin tacticien qui passe de la proportionnelle de 1986 à la France unie et à l'ouverture... vite refermée
- un Premier secrétaire attaché à une position doctrinale de « rassemblement à gauche » pour sauver les municipales mais qui n'empêchera pas le PCF de voter la motion de censure en novembre 1990.
- un Premier ministre contraint de chercher des majorités à géométrie

variable et de recourir au 49-3 pour faire passer ses projets. Il doit affronter des critiques qui viennent aussi bien de l'Élysée que du parti. Le mot de frondeur n'est pas usité à l'époque mais les attaques contre Michel Rocard ne trainent pas : dans *Le Monde* du 24 août 1988, Laurent Fabius déclare : « nous avons besoin d'un grand dessein ». Le procès de Michel Rocard fut donc engagé très tôt au nom du « déficit social » qu'on lui reprocha, en dépit du rétablissement de l'ISF, de la mise en œuvre rapide du RMI et d'une hausse sans précédent du budget de l'Éducation nationale. De son côté, Pierre Mauroy se fit le chantre d'un « socialisme de transformation » qu'il opposa au « socialisme de gestion ». Michel Rocard répondit qu'il ne fallait pas confondre gérer la rigueur et gérer avec rigueur. En tant que Premier secrétaire, mis sous la double pression du bureau national et de l'Élysée, Pierre Mauroy était sur la corde raide : il lui fallait donner des gages aux uns et aux autres sans pour autant mettre Michel Rocard dans la difficulté. Du coup, le PS est apparu à la fois comme un parti de gouvernement lorsqu'il votait à l'Assemblée et un parti d'opposition lorsqu'il manifestait son impatience, exprimait ses critiques ou qu'il soutenait des mouvements sociaux. Lors des grands débats concernant de gros dossiers comme celui de la CSG, Pierre Mauroy ne mégota pas le soutien du parti et il s'engagea personnellement contre la motion de censure à l'Assemblée nationale pour soutenir le premier ministre. Au total, la prise de distance avec Michel Rocard s'exprima davantage dans le discours que dans les actes.

/ BRUNO MASURE

Merci beaucoup. Avec la permission de François Hollande, je voudrais donner la parole à la dernière oratrice inscrite : Martine Buron qui est présidente de la Fédération Française des Maisons de l'Europe, un thème qui nous est très cher à nous tous et particulièrement à Pierre Mauroy.

/ MARTINE BURON

A LA FNESR, PIERRE MAUROY MOBILISE LES ÉLUS

Je vais revenir un peu en arrière puisque la période qu'il m'a été demandé d'évoquer, c'est celle, très brève mais très intense, où Pierre Mauroy a été président de la Fédération Nationale des Elus Socialistes et Républicains (FNESR), soit entre 1987 et 1988, avant de prendre la responsabilité du parti.

Retrouver un grand rêve collectif

Nous sommes donc dans la première année de cohabitation après les élections législatives de 1986 et avec comme perspective la présidentielle de 1988, une perspective de reconquête du pouvoir. Pierre Mauroy, qui est devenu président de la FNESR en juin 1987, s'est attelé à cette tâche en organisant la mobilisation des élus locaux avec son efficacité organisatrice habituelle mais aussi avec un sens du leadership qui peut nous conduire, même à trente ans de distance, à revenir sur le rôle des élus locaux dans les moments cruciaux de la vie d'un parti. On a souvent reproché au Parti socialiste d'être d'abord un parti d'élus locaux mais c'est aussi une grande force quand les élus locaux savent être les interprètes et les porteurs des aspirations de la société civile. En

deux mots, au moment du congrès de la FNESR en juin 1987 où Pierre est devenu président, il a évoqué avec son enthousiasme habituel les 60 000 élus socialistes et républicains qui représentent 60 000 itinéraires qui peuvent créer une expérience et une compétence collectives, 60 000 imaginations qui peuvent faire naître une espérance pour tous, notamment après la montée de l'extrême droite, qui, en raison du scrutin à la proportionnelle, avait obtenu en 1986 trente-cinq élus Front national à l'Assemblée nationale.

Pierre Mauroy a expliqué aussi que dans les temps nouveaux qui s'annoncent, la « modernité » – technologique, biologique, industrielle – ne trouve pas son souffle éthique. Il faut retrouver un grand rêve collectif, une grande ambition morale et civique et il appelle les élus socialistes et républicains à en être les porteurs. Il a lancé une réorganisation en profondeur de la FNESR tout en veillant à la bonne articulation entre l'organisation des élus et celle du parti car il était à la fois président de la FNESR et secrétaire national du parti, à ce titre responsable de la commission Collectivités locales et problèmes de société.

Il a fait travailler la commission du parti sur la thématique des problèmes de société, notamment ceux concernant la vie quotidienne des Français et il a lancé un plan de mobilisation de la FNESR en organisant des Assises régionales qui se sont déroulées de septembre 1987 à mars 1988, tous les week-ends dans toutes les régions de France. Au total, vingt-deux réunions se sont tenues, la matinée étant dédiée à l'expression des élus de la région pour faire remonter, à travers leurs propos, les préoccupations des électeurs. Elle comprenait aussi l'intervention d'un secrétaire national ou d'un responsable de la FNESR sur une thématique choisie. Au cours des vingt-deux réunions, des thèmes comme l'insertion des jeunes ou encore l'action sociale des collectivités locales ont pu être abordés. Je me souviens qu'Edmond Hervé était intervenu au Mans sur le sport, le développement local, l'immigration, tous thèmes liés à la décentralisation et à son évolution. La tenue de ces réunions a signifié, pour Pierre Mauroy, qu'entre septembre 1987 et mars 1988, chaque

samedi ou chaque dimanche (certains week-ends, des réunions se sont tenues et le samedi et le dimanche), il était sur la route. Le week-end le plus sportif fut celui des 20 et 21 février 1988 où il se rendit en Basse-Normandie le matin, en Haute-Normandie l'après-midi et en Languedoc-Roussillon le lendemain !

Le grand rassemblement du Bourget

Au cours de cette période, Pierre Mauroy n'a pas cessé de mouiller sa chemise. Il ne participait pas aux débats de la matinée consacrée, je l'ai dit, aux interventions des élus qui exposaient les problèmes et les difficultés qu'ils rencontraient. Les débats de l'après-midi, liés à une thématique, étaient ouverts aux associations, aux syndicats et à la société civile. Pierre Mauroy concluait ces travaux dans une grande réunion ouverte à tous les élus mais aussi aux militants.

Ces Assises se sont donc achevées en mars 1988 par un grand rassemblement au Bourget. Elles ont constitué un moment très fort en plein coeur de la campagne présidentielle qui a abouti la réélection de François Mitterrand.

Je voudrais souligner que l'un des éléments mobilisateurs de ces Assises a été l'équipe de la FNESR dont je faisais partie à ce moment-là. Nous étions quelques-uns à nous déplacer dans une région quinze jours avant la réunion pour nous assurer que tout était bien préparé. Cela permettait au vice-président chargé des élus, Charles Depoorter, de faire le point sur le bon fonctionnement et la mobilisation de l'Union départementale des élus, le paiement des cotisations et même un sujet qu'il ne faut pas évoquer, la récolte des fonds. En effet, le financement public des partis politiques n'existait pas encore !

Pour terminer, je voudrais rappeler qu'outre ces Assises très mobilisatrices, exercice auquel, je crois, il faut repenser, d'autres moments très forts ont marqué la présidence de Pierre Mauroy, comme la création des « Journées » des élus locaux socialistes, en particulier des adjoints à la culture, présents au festival d'Avignon (on sait que Pierre Mauroy avait

la culture au cœur). J'ajoute l'amélioration de la presse à l'intention des élus, avec la « lettre hebdomadaire de Communes de France », et, pour la formation, la création de l'association « Communes et Formation », qui a ensuite donné naissance au centre Condorcet.

Je pose une question : pensons-nous suffisamment, les uns et les autres, au rôle que peuvent jouer aujourd'hui les élus locaux, cette force vive sur le terrain sur laquelle on peut compter, dans le redémarrage d'un parti socialiste qui est en grande difficulté ?

/ BRUNO MASURE

Merci beaucoup. Vous pouvez maintenant remercier François Hollande d'avoir trouvé le temps de venir se joindre à nous parce qu'il a en ce moment des journées occupées, il travaille un karaoké sur Johnny. Il travaille « Souvenirs, souvenirs », « Rester vivant », « J'ai un problème » et surtout « Pour moi la vie va commencer ». Et pendant ce temps-là, Nicolas Sarkozy travaille « Le pénitencier ».

Pour redevenir sérieux, je voudrais faire allusion au très bel hommage qu'avait prononcé François Hollande lors des obsèques de Pierre Mauroy en juin 2013. Il avait, entre autre, affirmé « réformer ce n'est pas renoncer mais réussir ». Certains y avaient vu une sorte d'autoportrait un peu en creux et vous disiez que Pierre Mauroy avait su prendre des décisions qui lui coûtèrent mais qui étaient nécessaires pour redresser et repartir.

/ FRANÇOIS HOLLANDE

PIERRE MAUROY : UN SOCIALISME INTERNATIONALISTE, EUROPÉEN ET RÉFORMISTE

Chers amis,

Il y a bien longtemps que je n'étais pas revenu à l'Assemblée nationale et notamment dans cette salle Colbert où, avec d'autres, nous avons eu des débats, parfois difficiles, souvent fructueux en présence de Pierre Mauroy. Je remercie les organisateurs de ce colloque, Michel Thauvin et Bernard Derosier, de m'avoir accordé cette faveur.

Vous savez que comme président de la République, je ne pouvais pas me rendre à l'Assemblée nationale. Le désir de vous y retrouver n'est pas la seule raison qui m'a conduit à ne plus l'être ! Mais je veux saisir l'occasion qui m'est donnée de parler de Pierre Mauroy pour évoquer non seulement sa personne, son travail ou son oeuvre mais sa relation avec le Parti socialiste.

Précurseur d'une social-démocratie à la française

Chacun pense connaître Pierre Mauroy et vous n'avez pas manqué, au cours des heures précédentes, de rappeler ce qu'a été votre propre expérience avec lui, le militant syndical, le responsable politique, l'élu local,

le maire de Lille, le Premier ministre de François Mitterrand et le Premier secrétaire du Parti socialiste, sans oublier toutes les fonctions qu'il a pu occuper et notamment celle de président des élus socialistes et républicains. Tout cela est vrai mais le portrait mérite d'être précisé, affiné, peut-être même redressé au sens où Pierre Mauroy a entretenu avec le Parti socialiste et avec le pouvoir une relation exigeante pour lui-même et qu'il a mise au service de l'intérêt général et d'une certaine conception du socialisme.

Pierre Mauroy est sans doute le précurseur d'une social-démocratie à la française qui ne s'est jamais révélée. Il était le premier des sociaux-démocrates français et quand, très tôt, il a adhéré au Parti socialiste, il avait sûrement déjà cette conviction. Il aurait pu choisir un autre parti. Dans le Nord, le Parti communiste était beaucoup plus puissant. Il aurait pu, au sein du Parti socialiste – à l'époque la SFIO – choisir l'orientation qui était la plus à gauche et qui alors, il faut bien le dire – ce n'est plus vrai maintenant – était l'occasion de gagner des congrès. Il aurait pu, lui-même, avoir une conception idéale du socialisme. Il partageait les valeurs et l'espérance que l'idée socialiste pouvait soulever. Mais il avait toujours voulu s'inscrire dans un mouvement plus large que la SFIO ou que Parti socialiste depuis 1971, un mouvement européen et mondial.

C'est en ce sens que la définition du socialisme de Pierre Mauroy est d'une grande actualité aujourd'hui. Le socialisme de Pierre Mauroy est internationaliste. Cette conviction était sans doute liée à son histoire personnelle : il était un enfant de la guerre, il avait connu jeune la décolonisation, puis la guerre d'Algérie, il avait vécu l'essentiel de sa vie politique avec la guerre froide et la coupure de l'Europe en deux. Son engagement internationaliste était fondé sur l'exigence de la paix. Pour lui, la paix n'était pas un concept, c'était un enjeu majeur parce qu'il savait combien la guerre avait dévasté des générations entières tout au long de la première moitié du 20^{ème} siècle. Il savait aussi que l'affrontement Est-Ouest pouvait dégénérer.

Il avait donc voulu que le Parti socialiste tel qu'il le concevait puisse être pleinement internationaliste. Puis, lors de l'effondrement du Mur de Berlin et l'apparition d'un concept nouveau, la « globalisation », son destin à la tête de l'Internationale socialiste, à partir de 1992, succédant à Willy Brandt, a été de donner une pensée à ce monde qui se redéfinissait et d'accueillir au sein de l'organisation des partis qui étaient nés ou réapparus à l'Est de l'Europe ou qui, tant bien que mal, avaient réussi à émerger en Amérique Latine ou en Afrique. Pour celles et ceux qui ont connu Pierre Mauroy à cette époque, sa plus grande fierté était de faire une comptabilité du nombre de partis qui étaient adhérents de l'Internationale socialiste. Cette conception un peu quantitative faisait souvent fit de l'approche qualitative qui n'était pas, à mon sens, tout à fait parfaite. Mais il n'empêche, en agissant ainsi, il voulait montrer qu'il existait dans le monde des forces progressistes qui pouvaient assurer sa régulation.

S'il est une leçon à garder, c'est l'ambition de disposer à l'échelle du monde d'un rassemblement, appelons-le des sociaux-démocrates, des socialistes, des progressistes, des démocrates, pour fixer de nouveaux enjeux pour la planète et pour définir les tâches des dirigeants qui se réclament de ce mouvement dans chacun de leur pays pour qu'ils puissent agir ensemble. Cette organisation manque aujourd'hui. Il y a urgence à en créer une ou à en reconstituer une à partir de l'Internationale socialiste qui existe encore, même si on n'en entend pas le début du son d'une voix. Il faut faire en sorte qu'il puisse exister un rassemblement, une réunion régulière de dirigeants passés, actuels et futurs, pour fixer un horizon de conquête. Le travail ne manque pas aujourd'hui, à la fois pour maîtriser les finances grises ou noires, pour agir contre les paradis fiscaux, pour porter les objectifs de lutte contre l'optimisation fiscale et bien sûr pour traiter la question écologique sur laquelle un large rassemblement des progressistes peut se réaliser.

La question européenne au cœur de l'action de Pierre Mauroy

Quelle était la position de Pierre Mauroy à l'Internationale socialiste ? Elle n'était pas facile à défendre. Elle n'a jamais été aisée à porter. Elle était de dire aux travailleurs, aux salariés, aux ouvriers de nos sociétés européennes que nous devons, bien sûr, agir dans leur intérêt mais qu'il y a un monde aussi qui doit se développer, qui doit émerger, qui doit prendre sa part de la croissance et du commerce mondiaux. Et face aux tentations nationalistes, extrémistes, populistes, ce n'est pas simple de tenir ce discours d'ouverture et d'exigence, en expliquant que sur la planète entière, tous les citoyens sont égaux en droits. Ce n'était déjà pas facile pour Pierre Mauroy de bâtir une Internationale socialiste dans un monde ouvert. C'est encore plus difficile aujourd'hui alors même que des puissances éloignées de l'Europe agissent à l'échelle du monde.

La deuxième conviction forte de Pierre Mauroy était que le socialisme était européen et il n'acceptait pas de concessions par rapport à cet objectif. La question européenne a divisé le mouvement socialiste français pendant trop longtemps. Elle a été – et est encore – la cause d'un certain nombre de difficultés. Si des nuances, des sensibilités différentes par rapport à la manière de faire l'Europe peuvent légitimement exister, pour Pierre Mauroy il ne pouvait pas y avoir de débat sur l'engagement européen lui-même. Il pouvait y avoir une priorité donnée aux éléments politiques de l'Europe plutôt qu'aux éléments économiques. Pierre Mauroy était de ceux qui pensaient que faire l'Europe c'était bâtir un espace politique qui puisse donner une cohésion à des pays qui s'étaient affrontés il y a peu, ce qui n'excluait pas un espace commun pour les échanges, une liberté de circulation et la constitution d'une force européenne pour régler les grandes questions planétaires.

Face à cette nécessité de faire l'Europe, il a fallu que Pierre Mauroy fasse des choix comme Premier ministre. C'est un moment très important de la vie de notre pays que Pierre Mauroy a assumé avec François Mitterrand et Jacques Delors. Nous sommes en 1983, les socialistes sont au pouvoir dans le cadre de l'Union de la gauche depuis deux ans. Il est tentant de

briser l'accord monétaire européen de l'époque et de faire cavalier seul. Pierre Mauroy convainc François Mitterrand de tenir bon sur la ligne européenne. Non pas qu'il soit convaincu que d'être dans un système monétaire européen soit, par définition, le bonheur suprême pour les peuples qui seront dans cet espace. Mais parce qu'il sait que si nous rompons, la France ne sera plus un acteur majeur de l'Union européenne et que, peut-être, cette aventure-là s'arrêtera. Si ce choix n'avait pas été fait, avec le recul de l'Histoire, posons-nous deux questions. Premièrement : qu'aurait été l'attitude des Européens au moment de l'effondrement du Mur de Berlin dès lors que l'Union n'aurait pas été consolidée ? Et quelle aurait été l'attitude de l'Allemagne dès lors que nous l'aurions laissée avec sa monnaie et ses ambitions économiques ? Deuxième question, celle-là plus secondaire par rapport à l'enjeu politique majeur qu'a été l'effondrement du Mur mais l'euro n'existerait pas aujourd'hui si Pierre Mauroy n'avait pas pris cette décision en 1983.

Inscrire le socialisme dans la durée

Donc la question européenne n'est pas une question secondaire dans le socialisme de Pierre Mauroy. Ce n'est pas la question principale mais c'est la question qui permet de savoir où vont les socialistes. Et encore aujourd'hui, il faut à chaque moment se donner comme objectif d'être européen mais de poser nos conditions pour une construction européenne respectueuse des peuples et des droits.

Le socialisme de Pierre Mauroy est un socialisme réformiste. Le mot est maintenant galvaudé, il est rare d'entendre des socialistes qui se disent révolutionnaires. Il y a des révolutionnaires mais ils ne sont plus socialistes donc nous sommes au clair. Pierre Mauroy avait le choix du programme commun de gouvernement en 1972 qui était le pacte d'Epinay. Il avait fait ce choix parce que c'était celui qui permettait l'alternance grâce à l'union de la gauche. La vérité c'est qu'il n'y a pas eu l'union mais il y a eu l'alternance. Je ne dis pas cela en passant, je le dis parce que c'est essentiel. Il faut être pour l'union mais il faut être capable d'affirmer sa

ligne pour que l'union se fasse, quand bien même un certain nombre de nos partenaires ne sont plus dans cette démarche. C'est grâce à la conjonction de cette volonté d'union et de cette aspiration à l'alternance que la victoire a été rendue possible. L'union seule n'aurait pas suffi, puisqu'elle n'était déjà plus là à partir de 1978.

Pierre Mauroy qui a fait le choix de la gauche est aussi celui qui a fait le choix de ce qu'on a appelé la rigueur à partir de 1983, en réalité à partir de 1982. Il le fait pour sauver le socialisme français, parce qu'il sait que la malédiction qui pèse sur le socialisme est de quitter le pouvoir au bout de deux ans. C'est d'ailleurs la prophétie que les opposants ont proclamé le jour même de l'accession de François Mitterrand au pouvoir. Pierre Mauroy sait que c'est à ce moment-là que tout se joue : on tient ou on cède ? Engageons-nous les réformes essentielles pour le pays à la fois parce que nous considérons que c'est l'intérêt général mais aussi l'intérêt de la gauche et des socialistes ou nous arrêtons-nous ? La pause ce n'est pas un moment où on fait retour ou on s'immobilise, au contraire. Là, le choix qui a été fait était d'avancer. Quand on se remémore – cela a sans doute été rappelé avant moi – ce qu'ont été la dureté mais aussi la nécessité des restructurations industrielles, de la désindexation salariale, de la compétitivité retrouvée, de la lutte contre les déficits, on mesure combien, sous l'autorité de Pierre Mauroy mais aussi avec le gouvernement de Laurent Fabius, ces choix et ce courage ont apporté au pays : reconverter, redresser et repartir. C'était parce qu'il voulait inscrire le socialisme dans la durée, assumer l'exercice des responsabilités et ne pas les fuir, servir l'intérêt commun du pays, c'est-à-dire faire l'Histoire, que Pierre Mauroy a tenu. Le socialisme de Pierre Mauroy s'inscrit dans un parti, nous y sommes. Dans les premiers temps de la V^{ème} République, l'idée d'adhérer à un parti ou de rejoindre un parti n'allait pas de soi. Dans les années 60 et au début des années 70, nous vivons une disqualification du régime parlementaire, abîmé par la IV^{ème} République et une dévalorisation des partis traditionnels, notamment à gauche, le parti communiste parce qu'il était lié à l'Union soviétique et la SFIO parce qu'elle faisait preuve, à ce

moment-là, d'opportunisme et de division. Car on peut être opportuniste et divisé, les deux sont possibles. Comme on peut être unis et crédibles, cela l'est également.

Garder le principe de l'unité du PS

Il faut choisir. Le choix que fait Pierre Mauroy en 1971 est de reconstruire une force socialiste avec François Mitterrand. Mais il fait plus que cela. En 1974, il permet l'élargissement de cette force socialiste à la deuxième gauche, à un Brandt qui aura aussi à jouer son rôle en permettant de couvrir un large espace, de disputer le leadership de la gauche et de pouvoir faire en sorte d'être le premier dans la gauche pour lui permettre de gagner. Car c'est la force socialiste qui permet à la gauche de gagner. Ensuite, bien plus tard, après avoir gouverné, il revient à la tête du Parti socialiste en 1988 avec la volonté, grâce au second mandat de François Mitterrand, de préparer la suite. Ce n'est jamais facile d'évoquer la suite quand un mandat commence. Les acquis de cette période ont été rappelés ainsi que le funeste congrès de Rennes où les images que nous avons tous gardées en mémoire sont celle de la rose un peu fanée et celle de Pierre Mauroy la brandissant malgré tout pour rappeler aux socialistes qu'ils sont socialistes. Certains l'ont peut-être déjà oublié, mais cette image qui a sans doute causé à Pierre Mauroy bien des tracas et qui l'a poursuivi longtemps était en fait la belle image de celui qui accepte à un moment donné d'appeler les socialistes à la raison et qui sait que ce jour-là il n'y parviendra pas. Mais il veut montrer la nécessité de poursuivre et de garder le principe même et l'unité d'une force politique, parce qu'il y a toujours des tentations de séparation comme les socialistes en ont connues.

Or, il n'y a pas d'avenir pour ceux qui se séparent de la force centrale, même affaiblie. Ils peuvent espérer trouver un destin mais généralement ils ne débouchent que sur une impasse. En effet, de tels efforts avaient été nécessaires – je pense à toutes les générations qui m'ont précédé – pour créer une force qui n'allait pas d'elle-même et qui avait dû agréger autour d'elle d'autres éléments pour y parvenir, qu'on ne peut pas penser

que c'est à partir des marges qu'on peut devenir l'espace central. Pierre Mauroy a été capable de montrer l'exemple, de passer la main quand il était nécessaire de le faire au Parti socialiste, comme accepter la candidature de Lionel Jospin à l'élection présidentielle. Il a toujours soutenu les candidats à l'élection présidentielle. La question qui est posée aujourd'hui, quand on voit le parcours de Pierre Mauroy, son attachement au Parti socialiste, non pas un attachement à un appareil, à une organisation, pas même à une histoire, mais un attachement à un lieu où se préparent les choix essentiels et où se décide l'avenir : assiste-t-on à la fin des partis politiques ou une mutation va-t-elle produire des organisations capables de se faire comprendre et entendre dans le pays ?

Je vous annonce effectivement la fin des partis politiques. Soit au nom de la verticalité, soit au nom de l'horizontalité. Verticalité : il suffirait d'une personne pour qu'un parti puisse vivre. Prenons François Mitterrand (je m'arrête là pour ne pas vous obliger à suivre d'autres exemples). Sans un parti, il n'aurait jamais pu parvenir aux responsabilités ni tenir dans cette période si compliquée à la fois à l'intérieur et sur le plan extérieur marqué par l'effondrement du Mur de Berlin. Au moment de la guerre du Golfe, il n'aurait jamais pu tenir non plus s'il n'y avait pas une organisation, une force, un mouvement, appelons-le comme on voudra, qui lui a permis d'avancer et de faire son devoir.

L'horizontalité, on voit l'idée : chaque citoyen aujourd'hui, à travers les réseaux sociaux et les modes d'expression qu'ils permettent, veut être dirigeant d'un parti composé de lui-même. Je salue, bien sûr, les possibilités que ces réseaux procurent, notamment une expression dans le débat public. Mais l'horizontalité ne peut pas être une agrégation ou une addition d'expressions. On ne peut pas prétendre que toutes les expressions se valent et sont identiques les unes aux autres. On doit respecter cette nouvelle forme de participation bienvenue et la conjuguer avec l'exigence de verticalité, c'est à dire la nécessité d'avoir un leader parce que sans leader, on reste à l'horizontale. Il est nécessaire de tenir compte de ces deux exigences.

Parti politique ou réseau social ?

La question est souvent posée de savoir si la modernité fait qu'on n'aurait plus besoin que des réseaux hâtivement construits qui se dissiperait au fur et à mesure du temps. L'expérience politique montre – encore récemment – que chaque majorité a besoin d'un parti et que le premier devoir d'un président est de disposer d'un parti. Certes, on constate une crise des organisations représentatives, des corps intermédiaires, des formes traditionnelles d'expression politique. Mais je pense que les partis politiques ont encore un avenir, et notamment l'un d'entre eux, mais à plusieurs conditions. D'abord il faut qu'ils démontrent leur légitimité, c'est-à-dire leur capacité à fédérer des femmes et des hommes qui vont dans la même direction, à asseoir démocratiquement leur influence par les élections mais aussi par des comportements internes.

Les partis politiques doivent ensuite démontrer leur utilité. L'utilité d'un parti politique n'est pas de se substituer aux organisations caritatives ou aux associations. Chacun doit être dans son rôle et à sa place. Dire à des militants politique qu'ils vont se réunir pour se rendre au restaurant du coeur, non pour consommer mais pour servir les repas, c'est une bonne action, c'est même pour un militant politique une action digne mais ce n'est pas ce que doit faire une organisation politique. L'utilité d'une organisation politique c'est de produire des idées, d'expliquer le monde et de trouver des propositions pour que les choses avancent et pour que les destins individuels et collectifs soient changés.

Enfin, les partis politiques doivent démontrer leur efficacité, c'est-à-dire arriver à faire valoir que leur mode de fonctionnement produit une démocratie meilleure et que s'ils n'étaient pas là, il n'y aurait pas ce concours d'idées qui façonne l'expression du suffrage universel.

Donc un parti n'est pas simplement un outil de conquête du pouvoir même s'il peut et doit avoir cet objectif. C'est aussi un lieu de réflexion, d'explication, un centre de formation, d'éducation populaire comme on disait autrefois. Il est aussi un outil de renouvellement, de promotion, de diversité des cadres de la République. Voilà ce que doit être un parti

politique. Il faut aussi qu'il sache faire preuve de clarté et de lisibilité dans cette avalanche d'informations et dans ce déluge de faits et de nouvelles qui tombent sur nous aujourd'hui et dont on peine à distinguer le vrai du faux.

Cela ne veut pas dire qu'il ne doit pas y avoir de débat ni que plusieurs sensibilités existent au sein d'un parti mais il ne peut pas y avoir de cacophonie. C'est déjà si difficile de faire passer son message, de défendre une idée, de porter une volonté que si elle est contredite au sein même de l'organisation, quelle qu'elle soit, l'objet même de la politique tombe. Ce n'est plus aussi vrai qu'il y a quelques années et il y a dans cette salle des militants et des acteurs politiques qui ont connu des débats souvent époustouflants sur le plan intellectuel, parfois durs en raison de l'affrontement qu'ils pouvaient générer et cruels quant aux résultats des votes qui pouvaient avoir lieu. Mais on pouvait vivre à huit clos, on pouvait organiser des congrès sans que des moyens d'information fassent connaître le résultat d'un vote avant qu'il ait été tenu. Qu'aurait donné le congrès d'Épinay avec des tweets ? Il faut prendre en compte cette réalité nouvelle. Elle exige non pas d'écarter le débat mais de l'organiser, de le porter, de le faire comprendre, de le partager et de faire qu'il puisse enrichir toute la société.

Les justes causent ne meurent jamais

Je termine parce que je veux revenir à Pierre Mauroy. Je ne l'ai pas quitté. La social-démocratie, celui dont il était un des précurseurs, a fait de l'égalité, de la justice et de l'émancipation, son combat principal. Être socialiste, être social-démocrate, c'est porter ces messages mais de le faire à grande échelle. Il est vrai qu'il faut penser mondial et agir local et de ce point de vue Pierre Mauroy a été un décentralisateur assumé. Mais il faut toujours penser son action à l'échelle de la planète. C'est ce qui fait que la social-démocratie peut avoir un avenir. Il faut le faire à l'échelle de l'Europe, ce qui suppose avoir des alliés et le faire à l'échelle du monde. La social-démocratie doit aussi s'emparer de défis nouveaux comme

l'écologie, qui en est un particulièrement évident mais on pourrait en citer d'autres. J'évoquais la nouvelle forme de la mondialisation. Je devrais évoquer aussi la question de la paix et de la guerre car dans le moment que nous vivons, cette question de la paix et de la guerre va redevenir centrale. Nous avons, comme sociaux-démocrates – nous ne sommes pas les seuls heureusement – défendu le multilatéralisme, les institutions internationales et le droit international. Tout cela est en cause aujourd'hui et les décisions de Donald Trump vont directement cibler ce que nous croyons de plus important, ce qui a assuré l'équilibre du monde. À cet égard, la décision qui vient d'être prise de transférer l'ambassade américaine à Jérusalem et de considérer Jérusalem comme la capitale de l'État d'Israël est une décision qui va avoir des conséquences considérables, pas simplement dans la région mais ici aussi.

Être social-démocrate c'est avoir cette conception mondiale, c'est penser que notre politique extérieure est liée à notre politique intérieure, que les problèmes du monde sont nos problèmes. Quand j'ai eu à intervenir, aussi bien en Afrique, au Mali, qu'au Moyen-Orient, en Syrie et en Irak, ce n'était pas pour externaliser nos problèmes mais parce que ce que vivait ces pays était aussi notre problème et que nous devons être solidaires. La méthode des sociaux-démocrates reste pertinente, fondée sur le gradualisme, le compromis et la négociation, avec des partenaires sociaux respectés.

Pierre Mauroy avait cette idée qui reste forte encore aujourd'hui : la réforme se fait par des avancées qu'on peut considérer comme trop modestes mais qui permettent que le progrès puisse rester une valeur partagée. Il y a eu des avancées : les deux mandats de François Mitterrand, la période où Lionel Jospin a été Premier ministre, celle où j'ai été président de la République. Nous réalisons des avancées que nous saluons rétrospectivement mais qui, mises bout à bout, donnent le sens du progrès et démontrent que le combat n'a pas été vain et qu'il y a eu, à défaut de victoires, des réussites.

Je conclus, comme je l'avais fait lors de l'hommage à Pierre Mauroy aux Invalides, par l'ultime ligne de son dernier livre : « *Les hommes* (il pourrait dire les hommes et les femmes), *passent avec le reste mais les justes causes ne meurent jamais* ». Ces justes causes ont besoin d'engagement et de renouvellement ; donc de générations qui, successivement, s'emparent de cette juste cause et en font le sens de leur vie.

/ BRUNO MASURE

L'ordre du jour prévoyait une rapide conclusion de Gérard Grunberg, à vous.

CONCLUSION

/ GÉRARD GRUNBERG

Ma conclusion sera rapide parce que beaucoup de choses viennent d'être dites. J'aurais pu dire en conclusion, en un mot, que Pierre Mauroy a été un grand homme politique et qu'il a été là à des moments cruciaux où il a pris, avec d'autres, des décisions fondamentales qui ont pesé lourd. François Hollande a insisté sur la dimension européenne du socialisme de Pierre Mauroy. Je crois qu'il a raison et je pense que de ce point de vue, les choix de Pierre Mauroy ont été importants. Ce que je voudrais dire en une minute, c'est que si Pierre Mauroy a été présent aux moments historiques cruciaux, compte tenu de ses positions qui ont finalement triomphé sur beaucoup de points, c'est parce qu'il y avait un Pierre Mauroy qui avait des valeurs, un caractère, une vision de la politique, qui lui a permis de ne jamais perdre le Nord, si je peux m'exprimer ainsi.

L'homme des justes causes

Quand on le voit agir dans tous ces moments – et presque que tous les intervenants ont insisté sur ce point – on réalise que Pierre Mauroy est d'abord porteur des valeurs morales très importantes. Tout le monde a rappelé sa loyauté, notamment dans la difficile gestion des rapports entre Michel Rocard et François Mitterrand, sans jamais rompre totalement ni avec l'un ni avec l'autre au moment où les relations étaient le plus tendues. Fidèle en amitié, Pierre Mauroy était un homme qui s'engageait. A l'instant, François Hollande rappelait « l'homme des justes causes ». Je

crois qu'il était l'homme des justes causes parce que c'était aussi l'homme qui était capable de les porter politiquement et moralement.

Pour conclure, il faut insister l'importance, qui n'a pas toujours été bien analysée, de la relation avec François Mitterrand. Et si on est d'accord avec François Hollande pour penser que les partis politiques ne sont peut-être pas condamnés mais qu'ils se transforment, nous attendons les Pierre Mauroy de demain pour ces nouveaux partis.

/ **MICHEL THAUVIN**

Merci à tous pour votre patience. Maintenant vous êtes tous conviés à un cocktail qui se déroule dans les locaux de la Questure. C'est un cocktail qui est offert par l'Institut Pierre Mauroy. Il n'y a pas d'ambiguïté dans ce domaine et, bien entendu, les actes de ce colloque vous seront communiqués.

L'Institut Pierre Mauroy s'inscrit dans la continuité de l'association des amis de Pierre Mauroy créée en décembre 2013, à l'initiative de quelques amis et collaborateurs de l'ancien Premier ministre.

Bien au-delà de la nostalgie de quelques compagnons, il s'agit avant tout de faire vivre la mémoire et mettre en valeur les actions de cette personnalité, qui a profondément marqué plus de soixante années de la vie politique française en général et le mouvement socialiste en particulier. Homme de convictions et d'engagements, esprit curieux et novateur, fidèle en amitiés et aux principes acquis dans ses jeunes années, Pierre Mauroy reste un exemple à suivre dans la conduite des affaires publiques et dans cette période difficile, le message qu'il nous transmet, se révèle des plus actuels.

Dans cet esprit, l'Institut Pierre Mauroy, doté de nouveaux moyens et s'appuyant sur un réseau plus étoffé, élargit son champ d'actions par la mise en valeur d'un patrimoine d'archives, déjà très conséquent, l'organisation et le soutien de colloques ou des manifestations thématiques, l'attribution annuelle d'une bourse universitaire et bien entendu des publications numériques ou sur des supports plus classiques.

institutpierremauroy@gmail.com

Réalisation : REFLETS GRAPHICS

Imprimé en France par l'imprimerie CAVA BURELOR PRINT

Novembre 2018

PIERRE MAUROY

OU LA PASSION DU

PARTI SOCIALISTE

Pierre Mauroy a seize ans quand il s'engage dans les Jeunesses socialistes. Comme il l'écrit dans ses Mémoires, il est loin, alors, « d'imaginer à quel point le parti va (le) dévorer ». Comme une passion. C'est cette passion – qui ne l'a jamais quitté – que relatent, dans cet ouvrage, ceux qui, à ses côtés, ont contribué à faire du Parti socialiste d'Epinay une force politique de premier plan inscrite dans la durée. D'autres témoignent des débats idéologiques parfois épiques que Pierre Mauroy dut affronter lors des congrès successifs comme dans toutes les fonctions politiques – locales et nationales – qu'il a occupées tout au long de sa vie. Au-delà de la passion, émerge la conception que se faisait l'ancien Premier ministre du rôle d'un parti politique – notamment socialiste – dans une société démocratique, de la façon de l'armer idéologiquement et de l'organiser concrètement. A méditer alors que le parti socialiste français traverse une période très difficile de son histoire.

